

De la Condition des Revenus Dotaux

au point de vue
de la règle de l'insaisissabilité

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le mardi 16 juin 1914 à 2 h. 1/2

PAR

BOGDAN JONESCO

JURY

Président : M. PIÉDELIÈVRE.

Suffragants : $\left\{ \begin{array}{l} \text{M. MASSIGLI, professeur.} \\ \text{M. TISSIER, professeur.} \end{array} \right.$

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, rue Soufflot, et rue Toullier, 13

1914

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

De la Condition des Revenus Dotaux

au point de vue
de la règle de l'insaisissabilité

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le mardi 16 juin 1914 à 2 h. 1/2

PAR

BOGDAN JONESCO

JURY

Président : M. PIÉDELIÈVRE.

Suffragants : $\left\{ \begin{array}{l} \text{M. MASSIGLI, professeur.} \\ \text{M. TISSIER, professeur.} \end{array} \right.$

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, rue Soufflot, et rue Toullier, 13

1914





Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41551612_0014

DE LA CONDITION DES REVENUS DOTAUX

au point de vue

de la règle de l'insaisissabilité

INTRODUCTION

Le régime dotal étant une protection organisée par la loi pour soustraire la femme à l'influence de son mari ou à ses propres entraînements, il importe que les biens dotaux ne répondent pas des dettes contractées par la femme pendant le mariage. L'œuvre législative eût été incomplète si, après avoir prohibé l'aliénation directe, le législateur n'avait pas étendu cette défense à l'aliénation indirecte qui résulterait de l'exécution des dettes sur les biens dotaux.

L'insaisissabilité dotale consiste en ce que les engagements conclus par la femme pendant le mariage ne sont pas exécutoires sur sa dot, même après que l'union conjugale est dissoute. Cette insaisissabilité, *corollaire de l'inaliénabilité*, s'applique à la dot, c'est-à-dire, aux termes de l'article 1540, aux biens que la femme apporte au mari pour subvenir aux charges du mariage. Les biens constitués en dot, soit par la femme, soit par un

tiers, ne sont régis par le double principe de l'inaliénabilité et de l'insaisissabilité que si le régime dotal a été expressément adopté dans le contrat de mariage. L'inaliénabilité dotale, avec ses conséquences, peut d'ailleurs être stipulée sous d'autres régimes que le régime dotal.

Ainsi, en se mariant sous le régime de la communauté, une femme peut bien déclarer que ses biens propres, meubles ou immeubles, seront inaliénables comme sous le régime dotal ou ne pourront être aliénés qu'à charge du emploi du prix (1).

Observons, à l'inverse, qu'en cas d'adoption du régime dotal, le contrat de mariage peut autoriser l'aliénation des biens dotaux (article 1557). Mais toute clause du contrat du mariage qui établit l'aliénabilité des biens dotaux constitue une dérogation aux principes de l'article 1554 et doit être interprétée restrictivement. Ainsi la clause, qui permet à l'épouse d'hypothéquer ses biens dotaux, ne lui permet pas, par cela même, de disposer de son hypothèque légale. Suivant l'opinion la plus répandue, la stipulation d'aliénabilité laisse intacte l'insaisissabilité (2). Il en est de même de la possibilité

(1) La validité de cette clause a été consacrée par de nombreux arrêts : Cassation, 24 août 1836 : Dalloz, 1837-1-141 ; — Cassation, 3 février : Dalloz, 1879-1-276 ; — Cassation, 13 novembre 1855 : Dalloz, 1896-1-14.

(2) Asselin, *Dans quelle mesure les obligations de la femme engagent les biens dotaux*, p. 176.

d'hypothéquer, qui ne produit pas d'effet à l'égard des créanciers ; tous ceux, au profit desquels la femme ne constitue pas hypothèque, ne peuvent pas saisir (1).

Il est permis d'être étonné du *silence de la loi* au sujet des effets de la dotalité relativement aux créanciers. Le législateur ne s'occupe nulle part des engagements contractés par une femme dotale si ce n'est d'une manière incidente, à propos de la subrogation à l'hypothèque légale (loi du 23 mars 1855, art. 9). Mais, si le législateur n'a pas paru s'inquiéter des difficultés qui peuvent surgir à l'occasion des droits des créanciers, la doctrine et la jurisprudence ont dû au contraire s'en occuper beaucoup.

L'insaisissabilité dotale est l'un des aspects les plus pratiques du fonctionnement du régime dotal. C'est aussi l'un des plus graves. D'ordinaire, quand un débiteur s'oblige, tous ses biens répondent de l'exécution de son engagement ; au contraire, la femme a la faculté de soustraire, par l'adoption du régime dotal, ses biens au moins dans une certaine mesure, à la conséquence des obligations qu'elle contracte. Elle ne s'oblige pas sur tout son patrimoine ; le patrimoine dotal échappe à la poursuite de ses créanciers.

Ce qui précède indique tout l'intérêt que présente la détermination de la portée et des effets de l'insaisissa-

(1) Cassation, 3 avril 1849 : D., 49-1-127 ; — Bordeaux, 22 décembre 1857 : Sirey, 58-2-529.

bilité. Parmi tous les problèmes que suscite cette détermination, le plus délicat peut-être est celui de savoir si l'insaisissabilité couvre les *revenus* des biens dotaux.

L'inaliénabilité dotale, avec ses corollaires de l'insaisissabilité, s'applique certainement au capital immobilier ou mobilier des biens dotaux, puisque ceux-ci forment un patrimoine de réserve protégé contre les dissipations de l'un ou de l'autre des époux.

Mais on s'est demandé si les revenus des biens dotaux sont également insaisissables. En d'autres termes, les créanciers, soit du mari, soit de la femme, s'ils se trouvent désarmés en présence du fond dotal, peuvent-ils du moins comprendre dans leurs poursuites les revenus des biens dotaux ?

Le problème s'est présenté assez fréquemment en jurisprudence.

En doctrine, il a été relativement peu discuté.

Quelques opinions divergentes se sont cependant manifestées. Suivant certains auteurs (1), les revenus des biens dotaux sont absolument disponibles dans le patrimoine du mari, et, par conséquent, saisissables par les créanciers de celui-ci. Mais ce sont seulement les créanciers du mari qui posséderaient le droit de saisir ; lorsque, par la séparation des biens, le mari perd son droit d'administration et la jouissance des

(1) Jouitou, *Étude sur le système du régime dotal*, nos 32 et suiv., 122 et suiv.

biens dotaux, les revenus deviendraient insaisissables par les créanciers de la femme.

Une opinion inverse (1) refuse au mari la faculté d'engager les revenus. Pour la femme, ce système, sans distinguer suivant qu'elle s'est engagée avant ou après la séparation des biens, considère la dot tout entière, aussi bien en revenu qu'en capital, comme absolument intangible.

Ni en droit romain, ni dans notre ancienne jurisprudence, la question de la saisissabilité des revenus dotaux ne s'était posée. Sans doute, il n'était pas contesté que ces revenus fussent affectés aux besoins de la vie conjugale ; mais l'idée de soustraire des biens mobiliers à l'action des créanciers, grâce à une extension de l'idée de dotalité, ne s'était pas encore fait jour.

A l'origine, la dot est une donation faite au mari ou au futur mari en considération de mariage. Elle confère au mari un droit et un émolument perpétuels pour lui et pour sa postérité légitime.

Lorsque le mari fut tenu de rendre la dot à la femme afin qu'elle puisse se remarier, les jurisconsultes de l'époque classique répétaient l'adage ancien : *Dotis causa perpetua est*. Cette formule signifiait à l'origine l'affectation familiale de la dot. La dot est un apport de la femme pour aider le mari à supporter les charges du mariage, non seulement les charges contemporaines

(1) Colmet de Santerre, tome VI, n° 226 bis, IX et X.

de la vie en commun, mais une charge perpétuelle, l'existence, le sort pécuniaire de la descendance à naître du mariage. L'obligation pour le mari de restituer la dot n'empêche pas le mari d'être investi d'une propriété parfaite et perpétuelle, et tel fut le nouveau sens de la maxime. D'ailleurs, la restitution est éventuelle, et, si l'éventualité ne se réalise pas, si la femme meurt dans le mariage, le mari reste à perpétuité propriétaire des biens dotaux.

Dans le dernier état du droit, que le constituant de la dot soit la femme ou un tiers, les biens dotaux doivent, d'après leur destination, être aux mains du mari durant le mariage, afin qu'à l'aide des revenus il pourvoie à la subsistance de la famille qui vit et se développe sous sa direction. Le mari devient seulement propriétaire des biens estimés ou des biens dotaux dont il ne peut jouir sans en disposer.

« Pour comprendre sous une expression unique, dit M. Labbé (1), la formation de la dot, soit que les biens dotaux reçoivent leur caractère de la volonté d'un tiers (cas auquel il y a mutation de propriété avec une *affec-tation* spéciale) ou de la volonté de la femme (cas auquel il y a non plus une aliénation, mais une affectation, une constitution d'usufruit), les juristes ont inventé cette formule : constitution de biens en dot. Le change-

(1) *Dissertation sur la dot*, en appendice de l'*Explication des Institutes de Justinien*, par Ortolan, tome II, p. 944.

ment accompli dans le régime dotal est conforme à la reconnaissance du véritable rôle de la mère dans la famille, elle participe à la puissance paternelle. La femme confie les biens à son mari pour que les ressources de la famille naissante soient administrées avec unité, tant que la famille sera au complet et dans son état normal. Si la mort ou une autre cause vient la désunir, la mère reprend et conserve sa fortune pour en disposer au profit de ses enfants selon les inspirations de sa tendresse ou de son autorité. »

La destination familiale de la dot, revenus et capital, a été *une idée constante dans l'histoire du droit*. Mais, nous le répétons, notre ancien droit n'a, pas plus que le droit romain, songé à invoquer l'affectation familiale des revenus dotaux pour les déclarer insaisissables.

Dans le dernier état du *droit romain*, l'inaliénabilité n'affectait que l'immeuble dotal. La loi Julien n'avait pas statué dans ce sens pour le *fundus dotalis*, et tous les textes parlant de l'inaliénabilité étaient relatifs aux immeubles. Un seul passage, celui de la Nouvelle 61, fournirait, pour l'expression générale *si quid dotis alienetur*, un point d'appui bien fragile à la thèse de l'inaliénabilité de la dot mobilière. D'autres textes accordent au mari le droit d'affranchir les esclaves dotaux. Sous Justinien encore, Théophile explique dans sa paraphrase des *Institutes* (II, 8 princ.) que la défense d'aliéner n'est éditée que pour les *praedia* et que le mari transmet valablement aux tiers la propriété des

autres choses dotales. Même sous Justinien, l'on peut croire que la femme dotale pouvait renoncer à son hypothèque, en particulier à celle garantissant le recouvrement de sa dot mobilière.

Mais le système du droit romain de la dernière époque n'était pas sans permettre des discussions. Certains auteurs ont admis que, même si la dot mobilière n'était pas, à proprement parler, inaliénable, il était interdit au mari non solvable d'aliéner les choses dotales mobilières (1).

En outre, depuis le code de Justinien, la femme a une hypothèque privilégiée portant même sur les meubles du mari. C'est ce qui a conduit, à tort, certains auteurs à admettre l'existence de l'inaliénabilité aux meubles dotaux. Enfin, les dispositions du Sénatus-Consulte Villéen ont motivé plus ou moins la même conclusion.

En somme, si l'on peut trouver dans la législation romaine des mesures protectrices de la femme, qui équivalent plus ou moins à l'inaliénabilité des meubles dotaux, on ne peut y rencontrer la règle de cette inaliénabilité proprement dite.

Aucun texte romain ne visait les revenus des biens dotaux au point de vue de l'insaisissabilité ou de la saisissabilité. Mais ces revenus étant des meubles

(1) Asselin, *Dans quelle mesure les obligations de la femme engagent les biens dotaux*. Thèse Poitiers, 1902, p. 11.

étaient par là même aliénables par le mari, et saisissables par ses créanciers. Au surplus, certains textes montrent que le mari disposait librement des fruits des biens dotaux. La femme pouvait apporter en dot un usufruit; les jurisconsultes romains se demandaient alors si, au moment de la dissolution du mariage, le mari devait rendre les fruits perçus ou seulement le titre d'usufruit. Ulpien pensait qu'avant tout il fallait examiner l'intention des parties et que, si elle n'était pas suffisamment exprimée, le mari avait légitimement perçu les fruits et se libérait complètement en rapportant le titre constitutif de l'usufruit (1).

Si à la place de l'usufruit, la femme avait apporté des annuités considérées comme capital, la question changeait de physionomie. Les jurisconsultes hésitaient sur la validité d'une telle convention. Marcellus distinguait : la femme a-t-elle apporté en dot un fonds avec la clause que le mari lui en rendrait les fruits, elle a fait un acte nul. Il en est de même s'il s'agit d'un droit d'usufruit, sous la même condition. Mais, si on est convenu que le mari rendrait les fruits, c'est-à-dire que la dot serait composée des fruits que le mari percevait, et qu'en conséquence la femme lui ait fait la délivrance du fonds ou de l'usufruit, non dans l'intention que l'un ou l'autre fasse l'objet de la dot, mais pour mettre le mari à portée de percevoir des fruits qui de-

(1) Digeste, 23, 3, 7, § 2, *De jure dotium*.

viendraient l'objet de la dot, à mesure qu'ils seraient perçus, alors la convention sera valable, et la femme aura l'action dotale pour faire rendre les fruits, objets de la dot, et le mari jouira des intérêts des fruits perçus pendant le mariage. Cette opinion de Marcellus était critiquée par Ulpien qui pensait que, dans l'un et l'autre cas, il fallait prendre en considération l'intention des parties et distinguer la constitution en dot d'un usufruit de celle des fruits convertis en principal ; dans ce dernier cas, ce ne sont plus, aux yeux des époux, des fruits ordinaires, mais bien des fruits érigés en capital (1).

Cette hypothèse très particulière mise à part, il est bien certain que le mari ne devait restituer que le titre constitutif de l'usufruit. Quant aux fruits, il les avait fait siens, il les avait perçus et en avait disposé en entraînant la possibilité de la saisie par les créanciers.

Dans *notre ancien droit*, de même que dans le droit romain, l'affectation familiale des revenus n'empêchait pas la saisie de ces derniers par les créanciers. Dans le Midi de l'ancienne France, il semble qu'on ait admis pendant assez longtemps le droit pour les époux d'aliéner librement la dot mobilière. Mais depuis le xvi^e siècle, les Parlements du Midi consacrèrent l'inaliénabilité, dans ce sens du moins que la femme était déclarée incapable d'aliéner sa dot mobilière, notamment en

(1) Digeste, 23, 4, 4, *De Pactis dotalibus*.

disposant de l'hypothèque destinée à en assurer la restitution.

Les anciens auteurs s'accordaient ainsi pour admettre cette inaliénabilité. Et le Parlement de Paris lui-même, décidant pour les pays de droit écrit qui relevaient de sa juridiction, jugeait que les obligations de la femme contractées durant le mariage ne pouvaient, même après la dissolution, être poursuivies sur l'ancienne dot mobilière, ce qui était en proclamer l'inaliénabilité (1).

La solution du droit ancien, maintenue par la jurisprudence moderne, est que la dot mobilière peut être, comme elle l'a toujours été, aliénée par le mari, mais non par la femme, laquelle ne saurait par aucun acte compromettre son droit de recouvrer ses valeurs dotales intactes. C'est la créance en restitution qu'on envisage principalement, lorsqu'on met en pratique l'inaliénabilité de la dot mobilière.

Mais le mari conserve toujours la libre disposition de cette dot. Et, ainsi que l'a observé M. Huc (2), on peut reconnaître d'autant plus facilement le droit du mari d'aliéner les éléments mobiliers de la dot, qu'on déclare inaliénables, entre les mains de la femme et sa créance en restitution et l'hypothèque concernant cette créance. Les deux solutions se concilient parfaitement.

(1) Asselin, *op. cit.*, p. 13.

(2) *Commentaire théorique et pratique du Code civil*, tome IX, p. 533.

Ce qui précède explique que l'ancien droit n'ait jamais mis en doute la possibilité pour les créanciers de saisir les revenus dotaux, soit entre les mains du mari, soit entre les mains de la femme.

La libre disposition des revenus dotaux par le mari entraînait leur aliénation indirecte par la voie de la saisie. Comme en droit romain, on se demandait ce qui, en cas de constitution en dot d'un usufruit, devait faire retour à la femme et à ses héritiers, lors de la dissolution du mariage. Duferrier croyait que tous les produits annuels de l'usufruit devaient être considérés comme autant de capitaux dont la propriété appartenait à la femme et qui devaient être restitués (1). Denizart (2), au contraire, pensait que les produits de l'usufruit devaient être considérés comme des fruits provenant du paiement d'un fonds, et que le mari ou ses héritiers ne devaient aucune restitution, si l'usufruit venait à s'éteindre avant la dissolution du mariage. C'était la règle dans les pays de droit écrit.

Au cas de séparation de corps, le mari devait restituer la dot avec les fruits et intérêts à partir de la séparation seulement; car le mari était tenu jusqu'alors de veiller à l'entretien de sa femme, et il était raisonnable de compenser cette dépense avec les fruits ou les revenus des biens dotaux (3).

(1) Duferrier, *Nouvelles décisions*, tome III, livre I^{er}, question 7.

(2) Denizart, V^o *Dot*, § 15, n^o 6, et § 17, n^o 5.

(3) Notamment arrêt du Parlement de Pau du 8 avril 1670.

Toutes ces solutions montrent que le mari faisait siens les fruits dotaux et que, par conséquent, ceux-ci n'échappaient pas à la saisie des créanciers.

Le *Code civil*, en disant que les immeubles sont inaliénables (art. 1554) (et, par suite, insaisissables), *paraît bien exclure l'insaisissabilité* relativement aux fruits des biens dotaux. Les fruits, en effet, même s'ils proviennent d'immeubles, sont toujours des meubles. D'autre part, les dispositions qui règlent la contribution de la femme aux charges du ménage ne contiennent rien qui puisse militer en faveur de l'insaisissabilité des revenus dotaux.

Sous le régime de communauté, les charges du ménage figurent au passif du patrimoine commun (art. 1409, 5°), qui est formé de biens apportés par les deux conjoints, mais qui se trouve sous le pouvoir presque absolu du mari. La contribution du mari est sans limite, car toute dette de la communauté grève tout son patrimoine personnel. Mais la contribution de l'épouse se trouve normalement limitée à la portion de ses biens, plus ou moins étendue selon les régimes, qui tombe en communauté. Cette portion est plus ou moins importante suivant que la communauté est plus ou moins étendue ou restreinte. Sous le régime exclusif de communauté, où la femme abandonne définitivement au mari tous les revenus de ses biens, le mari doit en retour supporter seul toutes les dépenses (art. 1530). La contribution de la femme comprend tous ses revenus.

Si, sur ces revenus, le mari réalise des économies, il les garde pour lui. De même, sous le régime dotal, la contribution de la femme se réalise sous la forme de certains revenus qui sont abandonnés au mari, d'une façon forfaitaire, par le contrat de mariage, pour subvenir aux dépenses domestiques. Le mari doit assurer seul l'entretien de la famille avec ses propres biens et les revenus de la dot qui deviennent sa propriété. Les économies qu'il réalise sur les revenus de la dot lui appartiennent. Si la femme a des paraphernaux, elle n'est pas tenue de contribuer aux dépenses communes sur ces biens dont elle s'est réservé la gestion, puisqu'elle a d'avance fixé sa contribution aux charges du ménage.

Telles apparaissent les règles du Code. Il en résulte certainement que les revenus de la femme dotale sont consacrés à l'entretien de la famille ; mais cette affectation n'entraîne nullement leur insaisissabilité.

Il appartient à *la jurisprudence*, dont l'œuvre a été considérable en matière de régime dotal, d'appliquer, grâce à *un développement de l'idée d'affectation*, la dotalité, avec sa conséquence de l'insaisissabilité, aux revenus des biens dotaux. Cette application, pour n'avoir été faite que dans de certaines limites, n'en est pas moins intéressante, et elle mérite d'être étudiée au point de vue critique.

La loi n'a admis qu'une seule catégorie de biens inaliénables, les immeubles. Mais la jurisprudence a fait subir, au principe de l'inaliénabilité dotale, dans un but

de protection de la famille, des extensions considérables. Ces extensions se sont d'ailleurs accompagnées d'une transformation de la notion d'inaliénabilité.

On peut dire que le résultat de l'œuvre jurisprudentielle au XIX^e siècle a été d'ajouter aux immeubles déclarés seuls inaliénables par la loi trois autres catégories de biens inaliénables :

- 1° Les meubles dotaux ;
- 2° Les immeubles acquis à l'aide de deniers dotaux ;
- 3° Les revenus des biens dotaux, dans une certaine mesure et en tant qu'ils peuvent être considérés comme nécessaires aux besoins du ménage.

Les tribunaux ont-ils eu raison d'étendre à cette troisième catégorie de biens l'inaliénabilité et l'insaisissabilité ? C'est ce que nous nous proposons de rechercher dans ce travail.

Mais, auparavant, nous croyons utile d'étudier, dans un premier chapitre, le principe de l'insaisissabilité dotale en lui-même et abstraction faite de la question spéciale qui est notre objectif.

Entrant ensuite dans le problème particulier dont il s'agit, nous croyons qu'il faudra logiquement le fractionner en trois questions distinctes :

En premier lieu, les revenus des biens dotaux sont-ils insaisissables entre les mains du mari lorsque celui-ci a l'administration de ces biens et exerce sur eux son droit de jouissance ?

En second lieu, les revenus des biens dotaux sont-ils

insaisissables entre les mains de la femme, lorsqu'elle a repris l'administration de sa dot ?

Enfin, il y aura lieu d'envisager séparément la condition des revenus de certains biens que la jurisprudence a soumis à un régime particulier. Nous voulons parler des biens paraphernaux renfermant une dot incluse. Les revenus de ces biens sont-ils insaisissables ?

Un chapitre répondra à chacune de ces questions. Et, pour chacune d'elles, nous aurons à exposer et à critiquer la jurisprudence.

CHAPITRE I

LE PRINCIPE DE L'INSAISSABILITÉ DOTALE

Nous n'avons pas l'intention de passer en revue toutes les difficultés de détail auxquelles peut donner lieu l'application du principe de l'insaisissabilité dotale. Nous nous bornerons à faire ressortir le fondement de ce principe et à déterminer les créanciers auxquels il peut être opposé.

SECTION I

FONDEMENT DE L'INSAISSABILITÉ

L'article 1554 dispose que « les immeubles constitués en dot ne peuvent être aliénés ou hypothéqués pendant le mariage, ni par le mari, ni par la femme, ni par les deux conjointement, sauf les exceptions qui suivent. » L'insaisissabilité est une conséquence de l'inaliénabilité. Mais sur quelle base rationnelle et juridique l'une et l'autre reposent-elles ? Que le mari ne puisse aliéner, cela se conçoit facilement puisqu'il n'est pas proprié-

taire des biens dotaux. Mais quel est, par rapport à la femme, qui est propriétaire des biens dotaux, le fondement de l'inaliénabilité ? Faut-il considérer que la dot est frappée d'une indisponibilité réelle ? Convient-il de rattacher l'inaliénabilité à l'incapacité de l'épouse ?

Nous n'aurons pas grand'peine à établir que, ainsi qu'on le pense aujourd'hui très généralement, le système du régime dotal repose sur une incapacité propre à la femme dotale ; mais ce que nous chercherons surtout à montrer, c'est le motif pour lequel la femme dotale est frappée de cette incapacité exceptionnelle.

Dans la conception de l'indisponibilité réelle, les biens dotaux seraient retirés du commerce pendant la durée du mariage, de même que les biens du domaine public, et pour une autre cause. « La femme, dit M. Mongin⁽¹⁾, est toujours propriétaire, mais son droit de propriété n'est plus entier, il est démembré, il n'est plus absolu, mais privé d'une de ses prérogatives ordinaires, le droit de disposer. » Ainsi les biens dotaux constitueraient en quelque sorte une réserve dans le patrimoine de la femme. Les partisans de l'idée de l'indisponibilité invoquent surtout les dispositions de l'article 1554, dont la formule ne dit pas que la femme est incapable d'aliéner les biens dotaux, mais que les biens dotaux ne peuvent pas être aliénés ; ils prétendent que le texte vise ainsi

(1) *Revue critique*, 1886, tome 15, p. 94 et suiv., 177 et suiv. ; — Tessier, *De la dot*, n° 79 ; — Aubry et Rau, tome V, § 538.

les biens eux-mêmes, considérés comme indisponibles plutôt que l'incapacité de la femme dotale.

En réalité, l'article 1554 n'a pas tranché la question, et aucune de ses expressions ne permet de la résoudre. La règle est que la dot est inaliénable. Or cette règle, qui forme toute la substance du texte, est exacte dans la théorie de l'indisponibilité réelle aussi bien que dans celle de l'incapacité de la femme.

Avec la généralité de la doctrine et de la jurisprudence, nous estimons que la règle de l'inaliénabilité dotale *repose sur une véritable incapacité de la femme*. Par suite de la soumission au régime dotal, l'épouse devient incapable d'aliéner ses immeubles dotaux et à l'incapacité de droit commun, qui atteint toute femme mariée sous un régime quelconque, une incapacité spéciale vient s'ajouter, l'incapacité dotale en vertu de laquelle la femme ne peut aliéner ni obliger sa dot inaliénable.

L'histoire, d'abord, milite en faveur de cette manière de voir. La loi *Julia*, pour mettre la dot à l'abri des dilapidations du mari, rendit la dot inaliénable entre ses mains. Plus tard le sénatus-consulte Velléen, dans un but de protection de la femme, interdit à celle-ci de contracter des obligations sur sa fortune, afin de l'empêcher de se ruiner, soit comme caution du mari, soit comme coobligée. Le sénatus-consulte atteint, par un procédé différent, le même but que celui de la loi *Julia*. D'après le sénatus-consulte, l'épouse est rendue

incapable d'aliéner directement ou indirectement son patrimoine dotal. Lorsque les droits du mari sur la dot devinrent de simples droits d'administration et de jouissance et que ceux de la femme devinrent, au contraire, plus étendus, lorsque la propriété des biens dotaux cessa d'appartenir au mari pour rester à la femme, l'inaliénabilité de la loi Julia et l'incapacité du Velléien arrivèrent à se confondre. La femme fut considérée comme incapable de s'obliger, d'aliéner, non plus sur l'ensemble de sa fortune, mais simplement sur ses biens dotaux. Cependant, il resta toujours entre les deux institutions une différence importante. Sous la loi Julia, le mari seul ne peut aliéner la dot, mais la dot peut être aliénée conjointement par le mari et la femme. Au contraire, dans le Velléien, ni le mari, ni la femme, ni les deux conjointement ne peuvent aliéner le patrimoine dotal, c'est ce principe que nous retrouvons dans l'article 1554 du Code civil.

Si, quittant le domaine de l'histoire pour entrer dans celui des textes, nous nous demandons quelle est la conception que ceux-ci commandent, la réponse ne semble pas douteuse. Les textes ne peuvent, pour la plupart, s'expliquer que par l'idée de l'incapacité de la femme. Il en est ainsi, d'abord, de l'article 1558, 3°, qui permet l'aliénation de l'immeuble dotal avec autorisation de justice pour payer les créanciers de la femme ou des constituants de la dot, pourvu que leurs titres de créances soient antérieurs au mariage. Cette disposition im-

plique que les créanciers dont il s'agit ont conservé le droit de poursuivre leur paiement sur un bien devenu insaisissable, ce qui serait inadmissible, si l'insaisissabilité provenait de ce que le bien est en lui-même indisponible. Plus significatif encore à notre point de vue est l'article 1561, qui déclare les immeubles dotaux prescriptibles pendant le mariage lorsque la prescription a commencé antérieurement. Une telle disposition serait impossible, si l'inaliénabilité du bien dotal avait pour cause une indisponibilité réelle, parce que la prescription conduit à l'aliénation ; au contraire, le texte se trouve en pleine harmonie avec l'idée de l'incapacité personnelle de la femme, car la prescription est une aliénation qui s'effectue, non en vertu de la volonté du propriétaire, mais en vertu de la loi.

Enfin un argument décisif peut être tiré de la loi du 10 juillet 1850 relative à la publicité du contrat de mariage. Aux termes de cette loi, l'officier de l'état civil doit, au moment de la célébration de l'union, interpellé les futurs époux sur l'existence d'un contrat de mariage. S'il y en a un, l'acte de mariage reproduit les indications figurant sur un bulletin remis aux intéressés par l'officier ministériel. Si les futurs époux affirment n'avoir fait aucun contrat, mention est également faite dans l'acte de mariage de leur déclaration en ce sens. Les tiers sont ainsi avertis de l'existence d'un contrat de mariage et de l'adresse du notaire rédacteur chez lequel ils peuvent en prendre connaissance. Or

la sanction de ces prescriptions, on le sait, n'est pas l'application du régime légal de la communauté des meubles et d'acquêts, mais simplement que la femme sera réputée « capable de contracter dans les termes du droit commun ». Cela signifie que l'épouse ne pourra invoquer l'incapacité résultant du régime dotal d'après les termes mêmes de la loi de 1850,

Il est donc bien clair que le Code civil n'a point voulu consacrer une indisponibilité réelle telle que l'avait pratiquée le droit de la loi Julia, mais bien l'incapacité Velléienne.

La jurisprudence l'a bien compris. Tous les arrêts supposent la théorie de l'incapacité personnelle de la femme, bien qu'aucun ne l'ait expressément formulée. Cette doctrine n'est-elle pas, en effet, la mieux appropriée aux besoins de la pratique ? « Si l'on recherche, dit M. Paul Gide (1), quel est le vrai fondement de cet ensemble de privilèges et d'exceptions au droit commun qu'on appelle le régime dotal, que trouve-t-on ? Est-ce une affectation de biens dotaux à quelque destination exceptionnelle ? Nullement ; la dot a, sous ce régime, la même destination, la même nature que sous tous les autres, la même définition juridique lui est applicable. Le trait distinctif du régime dotal n'est donc point dans la destination de la dot, il est uniquement dans la situation de la femme, dans le

(1) *Étude sur la condition privée de la femme*, p. 453.

rôle que la loi lui attribue au sein du ménage, en un mot dans son incapacité. » Plus loin, l'auteur dont l'œuvre magistrale mérite toujours d'être rappelée, appelle le régime dotal « une espèce de régime préventif qui, pour abriter la dot, frappe le mari d'impuissance et l'épouse d'incapacité. La femme, ajoute-t-il, qui accepte un pareil régime est censée confesser sa propre incapacité et appeler au secours de sa faiblesse la protection de la loi. »

Les biens dotaux sont inaliénables par un motif tiré de la situation de la femme. Celle-ci est atteinte dans sa capacité juridique, et cette aggravation d'incapacité se réfère à la protection exceptionnelle assurée à l'épouse par la loi en lui permettant de placer à l'abri de toute dissipation venant d'elle-même ou de son mari une masse spéciale de biens.

Mais pourquoi la femme cherche-t-elle à mettre à l'abri sa dot ? Pourquoi la loi vient-elle en aide à la femme et lui assure-t-elle la protection exceptionnelle de l'inaliénabilité et de l'insaisissabilité ? Ce n'est pas uniquement dans l'intérêt individuel de l'épouse, c'est aussi et surtout dans l'intérêt supérieur de la famille, c'est-à-dire du ménage et des enfants à naître du mariage.

Sans doute la dot est, dans tous les régimes, apportée au mari pour qu'il supporte les charges du ménage. Mais ce n'est que sous le régime dotal qu'elle est protégée par l'inaliénabilité. C'est seulement sous ce régime que

la femme se trouve frappée de l'incapacité spéciale dont il s'agit.

La théorie qui présente la dot comme formant un patrimoine d'affectation n'est en somme qu'une extension de la doctrine de l'incapacité. M. Gide, que nous venons de citer, avait raison de dire que la dot n'a pas, sous le régime dotal, une autre destination que sous les autres régimes ; elle est toujours destinée aux besoins de la famille tout entière. Mais le régime dotal a pour fonction d'assurer l'accomplissement de ce but. Le moyen employé est l'inaliénabilité avec son corollaire, l'insaisissabilité. La loi dit aux époux mariés sous le régime dotal : vous ne toucherez pas aux biens dotaux ; l'épouse est incapable de les aliéner, et la volonté du mari ne saurait la relever de cette incapacité.

Toute incapacité répond à un besoin de protection. L'incapacité de la femme dotale tend non seulement à la protection individuelle de celle-ci, mais surtout à la protection de la famille. Et c'est bien ainsi que la jurisprudence considère le principe de l'inaliénabilité dotale (1).

Si l'idée de l'affectation de la dot, comme explication de l'incapacité aggravée de la femme dotale, a été précisée par les jurisconsultes contemporains, il ne faudrait pas croire qu'elle ait été inventée par eux.

(1) Voir la note de M. Martin au Dalloz, 1901, 1-149. — Cf. Gény, *Méthode d'interprétation*, n° 71.

La conception de la dot, comme un patrimoine affecté apparaît dans les travaux préparatoires du Code civil. Cambacérès s'exprimait ainsi au Conseil d'Etat : « L'inaliénabilité n'est pas établie pour ramener la dot dans les mains du père, mais pour conserver les fonds consacrés aux charges du ménage et le patrimoine des enfants (1). » De ces paroles il résulte que la dot est constituée dans l'intérêt de la famille, c'est-à-dire en vue de subvenir aux dépenses du ménage et, d'autre part, dans le but de former une réserve pour l'avenir. Le droit de propriété de l'épouse sur sa dot est limité par cette double affectation. La femme est incapable d'aliéner sa dot ou de s'obliger sur les biens qui la composent, parce qu'elle la détournerait de son but essentiel. C'est pour le même motif que les créanciers ne peuvent saisir la dot. Les valeurs dotales ont été exclues de leur gage, non seulement pendant le mariage, mais aussi pour la période qui suivra la dissolution. Ainsi que l'a très bien dit M. Planiol (2), « si la dotalité aboutissait à un simple ajournement temporaire de l'action des créanciers, le but de son institution ne serait pas atteint ; il faut que la femme soit garantie contre eux indéfiniment, même après la dissolution du mariage. » Bien que, le mariage une fois dissous, la femme recouvre pour l'avenir la libre disposition de ses

(1) Fenet, tome XIII, page 575.

(2) Tome III, n° 1590.

biens dotaux, ces biens n'en restent pas moins en dehors du gage de ses créanciers.

En somme, l'insaisissabilité, comme l'inaliénabilité de la dot, s'explique et se justifie par ce motif que la dot constitue une masse de biens affectée à la subsistance actuelle et future de la famille et qu'il n'y peut être porté atteinte ni par un acte d'aliénation émané de l'un ou de l'autre des époux, ni par une saisie des créanciers. L'adoption du régime dotal opère une sorte de dédoublement du patrimoine de la femme : le patrimoine dotal et le patrimoine paraphernal, de telle sorte que le premier, constitué dans l'intérêt collectif de la famille, peut être regardé une véritable *universitas juris* échappant à quelques-unes des règles ordinaires concernant la réalisation du passif, et notamment à la saisie (1).

Cette conclusion est d'autant plus intéressante que c'est précisément sur l'idée d'affectation familiale que la jurisprudence s'est basée pour déclarer insaisissables, dans une certaine mesure, les revenus des biens dotaux. Nous verrons au cours de ce travail si cette application est justifiée.

Pour le moment, il nous faut *déduire les conséquences du système de l'incapacité*, considérée comme fondement du principe de l'insaisissabilité, en ce qui concerne les créanciers auxquels cette dernière est opposable.

(1) Voir Bartin, note au Dalloz, 1901, 1-149.

SECTION II

CRÉANCIERS AUXQUELS L'INSAISSABILITÉ

EST OPPOSABLE

Si l'inaliénabilité était une indisponibilité affectant les biens dotaux, les mettant hors du commerce, il est évident que, pendant tout le cours du mariage, ces biens seraient insaisissables. Ils le seraient au même degré que ceux du domaine public. Or, l'injustice de cette solution serait évidente vis-à-vis des créanciers de la femme antérieurs au mariage qui se trouveraient privés, par un fait indépendant de leur volonté, d'un gage sur lequel ils comptaient. Il est même bon d'ajouter que, dans une pareille conception, le régime dotal aurait un attrait tout particulier pour les patrimoines obérés et se développerait d'une manière inattendue, contrairement au Code qui s'y est montré hostile. Une conséquence inverse et plus grave encore de la théorie de l'indisponibilité serait que, l'inaliénabilité ne survivant pas au mariage, le vice qui affecte les biens disparaissant lors de la dissolution, ces biens deviendraient saisissables même par les créanciers avec lesquels la femme aurait traité pendant le mariage. Le régime dotal ne serait ainsi qu'un simple ajournement au dépouillement de la femme.

C'est précisément pour ces raisons que le droit romain

et l'ancien droit écrit avaient accordé à la femme le bénéfice du Velléen, en vertu duquel cette femme était réputée incapable; les engagements qu'elle avait contractés durant le mariage étaient viciés à leur source et définitivement nuls en ce qui concernait ses biens dotaux. La jurisprudence, en interprétant l'inaliénabilité comme une incapacité, a rendu à la femme le bénéfice du Velléen. En effet, la première des conséquences du système de l'incapacité, au point de vue de la saisie, c'est que les créanciers vis-à-vis desquels les biens dotaux sont insaisissables ne peuvent jamais les saisir, même quand le mariage sera dissous. Le propre de toute nullité d'engagement, et notamment de la nullité fondée sur l'incapacité, est en effet qu'à aucun moment l'exécution n'en peut être réclamée.

On voit donc que les considérations contenues dans la section précédente étaient loin d'être purement théoriques.

La dotalité déroge au principe de l'article 2092, aux termes duquel quiconque s'oblige personnellement est tenu sur tous ses biens. La femme a la faculté de soustraire, par l'adoption du régime dotal, sa dot aux conséquences des obligations qu'elle contracte durant le mariage. Elle peut sans doute devenir débitrice; mais à la différence d'un débiteur ordinaire, elle ne s'oblige pas sur tout son patrimoine: le patrimoine dotal échappe à l'action des créanciers.

L'insaisissabilité du patrimoine dotal étant une règle

très rigoureuse pour les créanciers qu'elle empêche de ramener à exécution des créances sur l'efficacité desquelles ils comptaient, il faut se demander si tous les créanciers de la femme sans distinction sont ainsi privés du droit de saisie.

Il importe à cet égard d'examiner la situation des créanciers antérieurs au mariage, puis celle des créanciers dont le titre est postérieur en date au mariage, enfin celle des créanciers postérieurs à la séparation de biens ou même à la dissolution du mariage.

CRÉANCIERS ANTÉRIEURS AU MARIAGE

Quand la femme se constitue une dot, prive-t-elle désormais ses créanciers des droits qu'ils possédaient sur les biens qui ont été compris dans la dot, et, particulièrement, du droit de saisie ?

Il y a d'abord deux cas où l'action des créanciers est certainement conservée. En premier lieu, les créanciers *hypothécaires*, ayant un droit réel, ne peuvent se voir enlever la faculté de poursuivre le bien affecté à leur sûreté; la femme ne peut tenir leur droit en échec par la constitution de dot. Comment admettre, en effet, que, par sa seule manifestation de volonté, la débitrice ait pu anéantir l'hypothèque qu'elle avait concédée avant le contrat de mariage ?

Accordé dans de pleines conditions d'efficacité, le droit des créanciers privilégiés et hypothécaires n'a pu

être atteint dans son existence par un événement provenant uniquement du fait de la femme et qu'ils ne pouvaient pas prévoir (1). En second lieu, quand la femme se constitue en dot tous ses biens présents, la dotalité atteint une masse de biens en l'état où elle se trouve, avec le passif qui y est afférent, *cum sua causa* (2). « Si le mari rapporte son contrat de mariage, disait Roussilhe (3), et que tous les biens de la femme soient dotaux, on peut le contraindre en son nom au paiement de la dot de la femme parce qu'au moyen d'une pareille constitution le mari devient le maître des biens de sa femme, lesquels ne peuvent passer en ses mains qu'avec les dettes et charges auxquelles ils sont sujets; il faut donc qu'il les acquitte. » La solution est absolument certaine, aujourd'hui comme alors, et la jurisprudence l'a consacrée (4). La constitution de dot à titre universel n'a pu rendre dotal et inaliénable que ce qui reste du patrimoine de la femme, dettes déduites. Ajoutons d'ailleurs que la constitution de dot faite en fraude de droits des créanciers permet à ceux-ci d'exercer l'action paulienne dans les termes de l'article 1167. Il

(1) Cassation, 2 février 1872 : Sirey, 52-1-94; — Caen, 9 juillet 1889 : Dalloz, 1890-2-137.

(2) Planiol, tome III, n° 1596; — Roussilhe, *De la dot*, n° 359.

(3) *Loc. cit.*

(4) Bordeaux, 29 août 1855 : Sirey, 56-2-679; — Montpellier, 13 novembre 1878 : Dalloz, 79-2-217.

serait inadmissible que la fraude pût faire échec à leurs droits (1).

Mais la difficulté se présente lorsqu'il s'agit de créanciers *chirographaires* en présence d'une constitution de dot à titre particulier et faite sans fraude. Certains auteurs avaient estimé que le droit de saisir devait être perdu pour eux, pour le motif qu'ils sont de simples ayants cause de leur débiteur et qu'ils subissent l'effet des fluctuations qui atteignent le patrimoine de ce dernier. Suivant Marcadé (2), « quand la femme a fait passer un immeuble de son patrimoine libre dans son patrimoine inaliénable, les créanciers ne peuvent pas plus l'exproprier que s'il était passé de ce patrimoine libre dans le patrimoine d'un tiers. » Mais il est purement arbitraire d'assimiler la constitution de dot à une aliénation que la femme consentirait à un tiers. Lorsque sous le régime de la communauté, il y a une clause d'ameublement, le mari peut disposer de l'immeuble ameublé comme des autres effets de la communauté (art. 1507, 2). *A fortiori* doit-il en être de même de la constitution de dot, qui laisse intact entre les mains de la femme le droit de propriété qu'elle avait avant le mariage. Du reste, l'article 1558, 3°, qui autorise la vente du bien dotal pour payer les dettes de la femme ou du tiers constituant, antérieures au mariage, ne distingue

(1) Cassation, 28 janvier 1891 : Sirey, 93-1-294.

(2) *Explication du Code Napoléon*, t. V, page 73.

en aucune manière entre les créanciers hypothécaires et les créanciers chirographaires.

En réalité, la dotalité qui frappe les biens constitués en dot n'a d'effet que pour l'avenir. Il en est d'elle, dit M. Planiol (1), comme d'une incapacité qui atteindrait un débiteur, et au fond ce n'est pas autre chose. Le débiteur a beau perdre la capacité nécessaire pour contracter de nouvelles obligations, son patrimoine n'est pas affranchi pour cela de celles qui existaient précédemment. La femme est bien devenue incapable de contracter de nouvelles dettes sur ses biens dotaux, mais ce serait dépasser le but que d'opposer l'inaliénabilité dotale à des créanciers avec lesquels la femme a traité dans la plénitude de sa liberté. » C'est en ce sens que s'est prononcée la jurisprudence. Elle a reconnu que les créanciers chirographaires de la femme, antérieurs au mariage, conservent le droit de saisir le bien qu'elle s'est constitué en dot (2).

Supposons maintenant l'hypothèse inverse. La dot a été constituée à la femme par un *tiers donateur*. Cette dot échappe-t-elle à la poursuite des créanciers ? La doctrine répond en général affirmativement (3). Les

(1) Tome III, n° 1597. — Dans le même sens : Baudry-Lacantinerie, Lecourtois et Surville, tome III, n° 1673.

(2) Bordeaux, 29 août 1855 : Sirey, 56-2-679; Montpellier, 13 novembre 1878 : Sirey, 79-2-65.

(3) Laurent, tome XXIII, n° 549; — Aubry et Rau, tome V,

biens dont il s'agit, dit-elle, n'étaient pas la propriété de la femme au moment où elle a contracté des obligations ; ces biens ne formaient donc pas le gage de ses créanciers. Sans doute l'article 2092 affecte les biens futurs comme les biens présents à la sûreté des créanciers, mais les biens futurs ne peuvent devenir leur gage que du jour de leur entrée dans le patrimoine du débiteur ; or les biens constitués en dot par le tiers donateur sont grevés d'inaliénabilité dès leur introduction dans le patrimoine de la femme. Par suite, les créanciers n'ont pu, à aucun moment, regarder ces biens comme composant leur gage. — Mais cette manière de voir a été repoussée par la jurisprudence la seule fois où la question lui a été soumise : « Attendu, dit un arrêt de la Cour de Bordeaux du 29 août 1855, qu'il importe peu que l'immeuble saisi ait été constitué par un tiers, qu'aux termes de l'article 2092, quiconque s'est obligé personnellement est tenu de remplir son engagement non seulement avec ses biens présents, mais aussi sur ses biens à venir ; qu'ainsi, au moment où l'immeuble est entré dans le patrimoine de la femme par la donation qui lui en a été faite par le contrat de mariage, il est devenu le gage des créanciers antérieurs ; qu'à la vérité la stipulation que les époux se mariaient sous le régime dotal l'a immédiatement

§ 538, note 2 ; — Guillouard, tome IV, n° 2079 ; — Le Courtois et Surville, tome VII, n° 1674.

atteint et frappé d'inaliénabilité, mais que *cette stipulation ne concerne que l'avenir et ne protège les biens de la femme que contre les engagements qu'elle contracte dans le cours du mariage...* (1)» — Nous croyons devoir nous rallier à cette solution. La femme acquiert la propriété des biens donnés par le tiers dès le jour du contrat de mariage, tandis que l'inaliénabilité ne vient frapper ces biens qu'au jour de la célébration du mariage. En outre, l'esprit du régime dotal est de protéger la femme seulement contre les entraînements d'elle-même ou de son mari, mais non de modifier rétroactivement la situation de ses créanciers (2).

Enfin en ce qui concerne la situation des créanciers antérieurs au mariage, on s'est demandé si les créanciers qui ont le droit de saisir les immeubles dotaux doivent avoir un titre antérieur au contrat de mariage ou seulement au mariage lui-même ? Un créancier dont le droit aurait pris naissance dans *l'intervalle entre le contrat de mariage et le mariage* aurait-il action sur les biens dotaux ? La majorité de la doctrine (3) se prononce en ce sens que la créance doit avoir une date certaine antérieure au contrat du mariage, par application de l'article 1558 qui emploie l'expression « date certaine antérieure au contrat du mariage ». Les

(1) Dalloz, 1857-2-52.

(2) En ce sens, Planiol, *loc. cit.*, n° 1602.

(3) Voir les citations dans Dalloz, *Répertoire*, V° *Contrat de mariage*, n° 3668, et *Supplément*, *eodem* V°, n° 1320.

auteurs ajoutent que la solution contraire pourrait donner lieu à des fraudes concertées entre les époux et laisserait en tout cas à la femme la possibilité de modifier, par des engagements postérieurs au contrat de mariage, les effets normaux de ce contrat (1). Au contraire, la jurisprudence (2) admet que l'inaliénabilité ne commence qu'avec le mariage et que les créances nées dans l'intervalle des deux contrats sont exécutoires sur les biens dotaux. Un seul arrêt s'est prononcé dans le sens de la doctrine (3). Le système généralement accepté en jurisprudence nous paraît préférable au point de vue des textes. En effet, si l'on fait commencer la dotalité au contrat de mariage, ne viole-t-on pas l'article 1554 qui prohibe l'aliénation de l'immeuble dotal pendant le mariage seulement? Toutefois nous devons reconnaître qu'il peut être dangereux d'accorder à la femme le droit de contracter, dans l'intervalle du contrat de mariage et du mariage, des obligations exécutoires sur ses biens dotaux.

CRÉANCIERS POSTÉRIEURS AU MARIAGE

Les créanciers postérieurs à la célébration du mariage ne peuvent poursuivre l'exécution des créances

(1) Voir notamment Aubry et Rau, tome V, n° 259.

(2) Rouen, 20 janvier 1867 : Sirey, 67-2-109 ; — Caen, 9 juillet 1889 : Dalloz, 90-2-137.

(3) Montpellier, 6 mars 1844 : Dalloz, 45-2-38.

sur les biens dotaux. C'est contre eux que la règle de l'insaisissabilité est dirigée, ou, plutôt, c'est eux qu'elle atteint principalement dans le but de protéger la femme et la famille. Cependant cette règle comporte des exceptions. L'idée maîtresse de la jurisprudence a été de protéger la femme par la dotalité chaque fois que l'obligation de cette femme a une origine contractuelle, de priver au contraire l'épouse de ce bénéfice quand son obligation n'a pas une cause contractuelle (1).

Le principe de l'inaliénabilité et de l'insaisissabilité dotales doit fléchir devant le principe supérieur suivant lequel chacun doit réparer le préjudice qu'il a par sa faute causé à autrui. En conséquence il est unanimement admis en doctrine et en jurisprudence que les condamnations prononcées contre la femme dotale pour ses délits ou ses quasi-délits peuvent être exécutées sur les biens dotaux.

Mais cette règle n'est pas sans donner lieu à quelques difficultés d'application qu'il faut indiquer ici brièvement.

Toute faute, imprudence ou négligence, qui, aux termes des articles 1382 et suivants, engage la responsabilité de son auteur, est-elle suffisante pour permettre aux créanciers de saisir les biens dotaux ? Faut-il, de plus, que la femme ait commis un vol ou ait au moins agi avec intention de nuire ou mauvaise foi ? Les Cours

(1) Planiol, tome III, n° 1603.

d'appel exigent la mauvaise foi de la femme pour que ses biens dotaux soient engagés (1). Un arrêt de la Chambre des Requêtes a également statué dans le même sens (2). Mais, en général, la Cour de cassation écarte l'inaliénabilité dotale, même dans les cas où l'épouse n'a aucune intention de nuire (3). Nous pensons que le principe général d'après lequel chacun doit réparer le préjudice qu'il cause à autrui doit, dans son application à la femme dotale, subir certaines restrictions.

M. Labbé a proposé la distinction suivante à cet égard : « Celui qui contracte avec une femme qu'il sait ou peut savoir dotale, n'est pas tenu de respecter l'inaliénabilité des biens dotaux, eût-il à demander contre la femme la réparation d'un vol. Celui qui, en dehors de tout contrat, est victime d'un délit commis par la femme dotale, n'est pas tenu de respecter l'inaliénabilité des biens dotaux, n'eût-il à se plaindre que d'une simple faute. Il n'a pas contracté, il n'avait pas à s'enquérir de la condition d'une personne qui, par vol ou par faute, lui a causé un dommage. »

D'après M. Labbé, il conviendrait donc de recourir à la distinction suivante :

(1) Bordeaux, 15 février 1893 : Dalloz, 93-2-517 ; — Paris, 4 mars 1898 : Dalloz, 98-1-303 ; — Grenoble, 19 février 1901 : Dalloz, 1901-2-367.

(2) Requêtes, 4 juillet 1904 : Dalloz, 1904-1-551.

(3) Cassation, 29 mars 1893 : Dalloz, 1893-1-285 ; — Cassation, 27 février 1883 : Dalloz, 84-1-29.

1° Le cas de fautes et fraudes commises par la femme en dehors des contrats ;

2° Le cas de fautes et fraudes commises par la femme dans les contrats.

Dans le premier cas, la réparation peut être poursuivie sur les biens dotaux.

Dans le deuxième, M. Labbé refuse sans aucune distinction aux créanciers victimes du fait illicite commis par la femme le droit de poursuivre ses biens dotaux.

Faut-il distinguer les cas de fautes commises par la femme, en dehors des contrats d'une part, et, d'autre part, les cas de fautes ou de fraudes commises par la femme dans l'exécution des contrats ? Il semble bien qu'une distinction de ce genre se dégage de l'ensemble des arrêts ; c'est même cette distinction qui permet de les classer avec méthode (1). Mais la jurisprudence n'a pas admis toutes les solutions qui avaient été préconisées par M. Labbé.

Lorsque l'acte illicite de la femme ne se rattache à aucun contrat déterminé et constitue une simple contravention à la loi, la réparation du dommage peut certainement être poursuivie sur ses biens dotaux. La Cour de cassation déclare formellement, en ce cas, que l'absence d'intention de nuire n'empêche pas la dot de se trouver engagée par le quasi-délit de la femme (2).

(1) Planiol, tome III, n° 1605 et suiv.

(2) Cassation, 24 décembre 1860 : Dalloz, 61-1-373 ; — 25 juil.

Mais la jurisprudence se montre plus protectrice pour la femme quand les faits qu'on lui reproche se rattachent à une convention. Mais elle ne refuse pas sans aucune distinction, en cette hypothèse, aux créanciers victimes du fait illicite commis par la femme dans le contrat, le droit de saisir les biens dotaux. La mesure dans laquelle la femme se trouve alors protégée varie selon que l'acte illicite a été commis par elle dans la conclusion ou dans l'exécution du contrat.

Si la femme dotale a commis des actes illicites dans la conclusion d'un contrat passé par elle avec des tiers, la jurisprudence distingue. Elle exempte la femme de toute responsabilité, si celle-ci a commis une simple erreur, même quand elle a affirmé sa capacité de femme mariée ou la paraphernalité de ses biens (1). Au contraire, quand la déclaration de la femme s'est produite en toute connaissance de cause, et, à plus forte raison, quand elle a été accompagnée de manœuvre dolosive destinée à tromper les tiers, la jurisprudence considère la femme comme responsable de son vol sur ses biens dotaux (2).

let 1869 : Dalloz, 71-1-237; — 27 février 1883 : D., 84-1-29; — 29 mars 1893 : D., 93-1-285; — cf. Limoges, 11 mars 1904 : D., 1905-2-62.

(1) Limoges, 5 décembre 1883 : D., 84-2-179; — Bordeaux, 20 janvier 1893 : D., 93-2-517; — Grenoble, 19 février 1901 : D., 1901-2-367; — Lyon, 24 mars 1882 et 3 février 1883 : D., 83-2-142.

(2) Cassation, 23 novembre 1852 : Sirey, 52-1-769; — Cassation,

Le 14 avril 1904, la Chambre des Requêtes a fait application de ce principe dans l'hypothèse suivante : Des époux mariés sous le régime dotal avaient fait croire frauduleusement à la constitution d'une Société commerciale entre leur enfant commun et un tiers pour l'exploitation d'une industrie imaginaire; dans ce but ces époux avaient contracté, au nom de l'enfant, un prêt garanti hypothécairement sur les biens dotaux; puis ils avaient employé à leur profit la somme provenant de cet emprunt. La Chambre des Requêtes décida que c'est à bon droit que les juges avaient maintenu l'hypothèque ainsi constituée sur les biens dotaux à raison de la participation personnelle de la femme à ces manœuvres dolosives et de l'impossibilité pour le prêteur de s'assurer de l'emploi des fonds (1).

Ne répondant pas des fautes commises par elle dans la conclusion d'un contrat, si elle agit de bonne foi, la femme devrait être protégée plus énergiquement encore quand il s'agit de faits postérieurs à la conclusion du contrat. L'épouse cesse alors d'être responsable, non seulement de sa faute, mais de sa mauvaise foi elle-même (2). La jurisprudence admet, en effet, que le simple refus d'exécuter un engagement contractuel,

4 juillet 1877 : Sirey, 77-1-455; — Cassation, 16 février 1880 : Sirey, 81-1-351; — Cassation, 5 février 1894 : Sirey, 95-1-21. Voir sur la distinction dont il s'agit, Planiol, tome III, nos 1606 et 1607.

(1) Requêtes, 14 avril 1904 : Dalloz, 1904-1-44.

(2) Planiol, *loc. cit.*, n° 1607.

même opposé par caprice et sans aucune raison sérieuse, ne peut donner lieu à dommages-intérêts exécutoires sur les biens dotaux. « La résistance de la femme, dit M. Planiol, ne saurait équivaloir à un quasi-délit et engager sa dot, sans quoi l'insaisissabilité dotale se trouverait indirectement détruite; la femme pourrait contracter n'importe quel engagement et donner ensuite action à ses créanciers sur ses biens dotaux en s'abstenant sans motif d'exécuter le contrat (1). »

L'hypothèse de délits ou de quasi-délits de la femme n'est pas la seule dans laquelle les créanciers postérieurs au mariage aient le droit de saisir les immeubles dotaux. Toutes les fois que la femme dotale se trouve tenue d'obligations légales, existant de plein droit, les biens dotaux peuvent être saisis (2). Lorsque la femme s'est constitué en dot ses biens à venir, les successions qui lui adviennent durant le mariage sont dotales, cependant les créanciers héréditaires conservent leur action sur les biens provenant du défunt et ils peuvent les saisir, parce que la succession n'arrive à la femme qu'avec les charges d'en acquitter les dettes (3) : *Bona non sunt nisi deducto aere alieno*. Mais le principe de

(1) En ce sens, Cassation, 23 novembre 1885 : Dalloz, 86-1-11; — Toulouse, 13 mars 1890 : D., 90-2-343.

(2) Un arrêt de la Cour de Caen du 18 juin 1880 (Cf. Sirey, 1881-2-1) a fait application de cette règle aux droits de mutation par décès dus par la femme sur une succession à elle échue.

(3) Pau, 20 janvier 1861 : D., 61-5-166; — Nîmes, 6 mai 1861 : Sirey, 61-2-369.

l'insaisissabilité reprend son empire si les créanciers héréditaires négligent de se faire payer sur les biens de la succession; ils n'ont pas alors d'action sur les autres biens dotaux de la femme (1).

Indiquons enfin que, par une assimilation discutable des quasi-contrats aux contrats, la Cour de cassation a jugé que les motifs qui ont fait admettre une exception au principe de l'inaliénabilité de la dot sont sans application aux obligations quasi-contractuelles (2). Cette solution est critiquable, car les quasi-contrats ne sont pas des faits volontaires de la part de celui qui s'oblige; ils proviennent plutôt d'un enrichissement sans cause qui a le caractère d'un fait illicite. Mais nous ne pourrions, sans dépasser le cadre de cette étude, nous livrer à l'analyse complète et à la critique de ces diverses hypothèses dans lesquelles les créanciers postérieurs au mariage recouvrent leur droit de saisie sur les biens dotaux. Il nous suffit de les avoir indiquées et d'avoir ainsi marqué la portée du principe de l'insaisissabilité.

CRÉANCIERS POSTÉRIEURS A LA SÉPARATION DE BIENS ET A LA DISSOLUTION DE L'UNION CONJUGALE

Il n'est pas douteux que l'inaliénabilité et l'insaisissabilité dotales survivent à la séparation de biens. La

(1) Toulouse, 17 mars 1851 : Dalloz, 52-2-86.

(2) Cassation, 3 mai 1893 : D., 93-1-349.

protection accordée par le législateur à la dot ne saurait s'évanouir au moment où celle-ci est le plus indispensable à la famille, qui ne peut plus compter sur le mari. La séparation de biens ne modifie donc la dot ni dans son caractère ni dans sa nature. A cet égard l'article 1554 est très net, puisqu'il défend l'aliénation ou l'hypothèque du fonds dotal pendant le mariage, c'est-à-dire après comme avant la séparation de biens. De même la séparation de biens, qu'elle soit principale, ou qu'elle soit la conséquence de la séparation de corps, ne modifie en rien la condition des créanciers qui ont traité avec la femme ; ils n'ont pas, sauf les exceptions que nous avons indiquées, le droit de saisie sur les biens dotaux.

Mais supposons que le mariage soit dissous par le divorce ou par la mort de l'un des époux. Quelle est la condition des créanciers de la femme ? Il faut répondre par une distinction. L'insaisissabilité des biens dotaux persiste après la dissolution du mariage pour les créanciers antérieurs à cette dissolution ; au contraire, les biens dotaux deviennent aliénables et saisissables pour la satisfaction des engagements contractés par la femme postérieurement à la dissolution de l'union conjugale.

Cette distinction est facile à justifier. Si les créanciers antérieurs à la dissolution étaient autorisés à saisir des biens dotaux, le fondement même de l'insaisissabilité serait méconnu, car, pour que celle-ci soit respectée, il faut de toute nécessité que, à la fin du mariage, les biens dotaux rentrent dans la possession de la femme ou de

ses héritiers, libres de toute charge, créée pendant le mariage.

Mais les créanciers qui ont contracté avec la femme ou ses héritiers, après la dissolution du mariage, ont certainement le droit de recourir à la saisie. Ainsi, l'insaisissabilité persiste après le mariage d'une manière relative, en ce sens qu'elle n'existe que vis-à-vis des créanciers qui ont acquis leurs titres pendant le mariage.

CHAPITRE II

CONDITION DES REVENUS DOTAUX AU POINT DE VUE DES CRÉANCIERS DU MARI

Le mari exerce sur les biens dotaux un droit d'administration et de jouissance. Cela étant, il y a lieu, avant de rechercher si les créanciers du mari peuvent avoir des droits sur les fruits et revenus de la dot perçus par le mari, de se demander si les créanciers peuvent avoir un droit sur le droit même de jouissance du mari. Les deux questions, comme nous allons le voir, sont distinctes ; mais bien que la première seule rentre directement dans notre sujet, nous ne pouvons nous dispenser de poser et de résoudre brièvement la seconde.

Le droit de jouissance du mari est essentiellement personnel ; il constitue un attribut inhérent à la puissance maritale, et, pas plus que cette puissance elle-

même, il ne saurait être cédé ni par conséquent saisi. Au contraire, les fruits de la dot perçus par le mari font partie de son patrimoine ; ils sont, par suite, soumis aux règles qui gouvernent les autres biens compris dans son patrimoine.

Insaisissabilité du droit de jouissance, au contraire, saisissabilité des revenus entre les mains du mari, tels sont les deux points que nous nous proposons d'établir.

Deux catégories de créanciers pourraient prétendre poursuivre leur droit sur le droit de jouissance du mari : les créanciers de la femme antérieurs au mariage, les créanciers du mari lui-même au cours du mariage.

Les créanciers de la femme antérieurs au mariage ont, nous l'avons vu, le droit de saisir les biens dotaux. Mais quelle est l'étendue de leur droit de saisie ? Peuvent-ils saisir la pleine propriété des biens dotaux ? ou bien sont-ils tenus de respecter le droit de jouissance du mari ? Si l'on admet cette dernière alternative, le droit de saisie se trouve limité à la nue-propriété.

Nous croyons que la question doit être résolue par des distinctions. Si la femme s'est constitué en dot tous ses biens présents et à venir, tous les créanciers, qu'ils soient hypothécaires ou chirographaires, pourront saisir ces biens en pleine propriété, sans s'inquiéter du droit de jouissance du mari. En effet, le mari, dans cette hypothèse, est un ayant droit à titre universel de la femme, et, comme tel, il doit supporter les dettes de celle-ci. Si la femme s'est constitué en dot un bien par-

ticulier, il y a lieu de s'attacher à la qualité des créanciers. Un créancier hypothécaire, ayant une sûreté sur le bien en question, peut le saisir en pleine propriété, parce que son droit de suite ne se trouve pas amoindri. Mais que décider en ce qui concerne les créanciers chirographaires ? Certains auteurs estiment que ces créanciers doivent respecter le droit de jouissance du mari et ne peuvent s'attaquer qu'à la nue-propriété du bien constitué en dot (1). « En permettant aux créanciers de saisir la nue-propriété des biens dotaux, dit M. Guilouard (2) et de la faire vendre, on donne satisfaction à cette idée que la rédaction des conventions matrimoniales n'a pas pu enlever aux créanciers de la femme leur droit de gage général sur tous les biens de leur débitrice, comme le ferait une vente, et, en limitant à la nue-propriété des biens dotaux le droit de poursuite des créanciers, on respecte la jouissance conférée à titre onéreux au mari sur les biens dotaux. »

La jurisprudence (3) s'est prononcée en sens contraire. Pour elle, il convient d'accorder aux créanciers chirographaires de la femme, antérieurs au mariage, le droit de saisir les biens dotaux en pleine propriété, pour ce motif que le droit de jouissance du mari n'est pas un

(1) Aubry et Rau, tome V, § 538, pages 606 et 607; — Guilouard, tome IV, n° 2077.

(2) *Loc. cit.*

(3) Montpellier, 6 mars 1844 : Dalloz, 45-2-38; — Bordeaux, 29 août 1855 : Dalloz, 1857-2-52.

véritable droit d'usufruit et ne constitue pas un droit réel distinct de la propriété. Nous préférons la première de ces opinions. Elle nous semble concilier heureusement les droits des créanciers et ceux du mari. Sans doute le droit de jouissance n'est pas un droit d'usufruit véritable. C'est le mari qui administre les biens dotaux et en touche les revenus, mais c'est pour les affecter aux besoins du ménage. Mourlon (1) prétendait qu'un contrat était intervenu entre la femme et le mari, et il l'analysait en un mandat reçu par le mari à l'effet de percevoir les revenus des biens dotaux et de les employer aux charges du mariage, sauf à garder pour lui l'excédent quand il y en a. — En tout cas, il est impossible de ne pas tenir compte des relations spéciales qu'a fait naître le régime dotal entre les époux, et l'on ne peut nier que le droit de jouissance n'ait été conféré au mari en vue de subvenir aux besoins du ménage et, par suite, à titre onéreux. — S'il en est ainsi, on peut très bien dissocier la nue-propriété des biens dotaux et le droit de jouissance du mari et admettre la saisie de la nue-propriété, tout en repoussant la saisie du droit de jouissance. Car on peut dire que, sans être vraiment un droit d'usufruit, le droit du mari est en quelque sorte un droit réel distinct de la propriété. Tel est le point de vue auquel se plaçait M. Guillouard dont nous avons cité tout à l'heure l'opinion. Qu'on n'objecte pas que l'ar-

(1) *Répétitions écrites*, III, l'an 1878, page 166.

article 1558, qui autorise l'aliénation de l'immeuble dotal pour payer les dettes de la femme antérieures au mariage, ne distingue pas entre la nue-propriété et le droit de jouissance du mari. Le silence de ce texte prouve tout simplement qu'il n'a pas prévu et tranché la question.

Nous pensons donc que les créanciers de la femme antérieurs au mariage, du moins les créanciers chirographaires, ne peuvent saisir les biens dotaux qu'en respectant le droit de jouissance du mari sur ces biens.

Ce que nous venons de dire des créanciers de la femme antérieurs au mariage s'applique à *fortiori* aux créanciers du mari lui-même pendant le mariage ; la même solution s'appliquerait d'ailleurs à ces derniers créanciers, alors même qu'on refuserait d'en faire l'application aux premiers.

Le mari a personnellement le droit de disposer des fruits de la dot, avec l'obligation de les affecter avant tout au support des dépenses de la famille. Le droit de jouissance du mari constitue un droit *sui generis* sur les biens dont il n'est pas devenu propriétaire. Ce droit a de l'analogie avec l'usufruit ; bien qu'il soit dispensé de fournir caution, le mari doit faire inventaire.

Mais le mari peut-il aliéner son droit de jouissance, et celui-ci est-il saisissable par les créanciers ? Il faut répondre négativement. Le droit de jouissance peut être reconnu intransmissible et insaisissable uniquement à raison de sa nature d'être attaché à la personne

du chef de famille, toute considération d'inaliénabilité dotale laissée entièrement de côté. Ce qui le prouve, c'est la solution de l'incessibilité absolue du droit du mari sous le régime allemand de l'union des biens, lequel ne comporte aucune inaliénabilité dotale. En ce qui concerne ce régime, on a discuté en *Allemagne* sur la détermination du droit des créanciers du mari relativement aux produits, tombant dans sa jouissance, des apports demeurés propriété de sa conjointe. Dans les législations antérieures au Code civil allemand, la question était diversement résolue (1). L'application du droit commun donnait lieu à trois opinions : l'une accordait aux créanciers du mari la faculté de saisir le droit de jouissance lui-même ; une deuxième le refusait ; une troisième enfin permettait la main-mise des créanciers, mais seulement dans la mesure où l'alimentation de la femme et des enfants n'était pas mise en péril.

Le projet du Code ne permettait que la saisie des fruits individuellement considérés de la jouissance. C'est la solution qui fut acceptée par le Code. Le paragraphe 1410 interdit aux créanciers que « le droit appartenant au mari sur les apports en vertu de son administration et de sa jouissance n'est pas transmissible ». Non seulement le mari ne pouvait pas aliéner directement son droit de jouissance, mais il ne peut le faire

(1) Roguin, *Traité de Droit civil comparé (Le régime matrimonial)*, p. 206.

indirectement en devenant débiteur, pas plus qu'il ne pourrait accorder valablement un gage sur cette jouissance. Ainsi les créanciers ne peuvent aucunement saisir le droit d'usufruit du mari, ni pour le faire vendre à leur profit, ni pour l'exploiter en le donnant à ferme. Ils sont dans l'impossibilité absolue de se substituer économiquement à l'époux quant au droit même de celui-ci. Mais ces prohibitions ne portent aucune atteinte à la possibilité pour les créanciers de s'en prendre aux fruits des capitaux constituant l'apport de la femme ; ils ont la faculté de saisir ces revenus eux-mêmes, pourvu que la famille ne soit pas privée de ses moyens d'existence (1).

Ainsi donc le seul fait que le droit de jouissance sur les produits des apports de la femme est attribué au mari comme chef de famille, suffit, en dehors de toute considération d'inaliénabilité, à faire considérer ce droit comme intransmissible.

Mais, lorsqu'il s'agit du régime dotal, le facteur de l'inaliénabilité intervient dans le même sens ; cette inaliénabilité est un motif de plus de consacrer la même solution.

La question dont nous nous occupons a été également très discutée en *Italie* (2).

(1) Article 861, Code de procédure allemand ; — Roguin, *op. cit.*, p. 207.

(2) Roguin, *loc. cit.*, p. 663.

D'après une première opinion, qui compte en sa faveur beaucoup d'arrêts, il n'y a aucune possibilité de cession de droit de jouissance du mari dans aucune mesure, pas même quant aux fruits de la dot. Une deuxième doctrine admet sans restriction le droit de saisie des créanciers du mari. Enfin une théorie intermédiaire admet la saisissabilité des revenus dotaux dans la mesure où ils ne sont pas nécessaires aux besoins de la famille (1).

Comment la question a-t-elle été résolue en *France* ?

Il est certain que les créanciers ne peuvent pas saisir le droit de jouissance appartenant au mari sur les biens dotaux. C'est bien à tort que cette solution a été contestée (2). Sans doute un usufruit ordinaire est cessible et saisissable. Mais le droit de jouissance du mari n'est pas un véritable usufruit; c'est un droit qui lui est donné pour lui permettre de supporter les charges du ménage; il est pour ainsi dire inhérent à sa qualité de mari dotal: celui-ci ne peut donc le céder, et ses créanciers, par suite, n'ont pas la faculté de le saisir.

Mais, si le droit de jouissance du mari sur les biens

(1) Bianchi repousse cette solution intermédiaire pour admettre celle de la saisissabilité absolue des revenus dotaux.

Mais Chironi défend l'insaisissabilité, en exceptant seulement les crédits faits dans l'intérêt de la famille.

Cf. Roguin, *op. cit.*, p. 664.

(2) Laurent, *Principes de droit civil français*, tome XXIII, n° 483 et suiv.

dotaux échappe à ses créanciers, ceux-ci ne peuvent-ils pas au moins comprendre dans leur gage les revenus qui proviennent de la dot ?

Quelques décisions judiciaires, s'appuyant sur ce motif que l'inaliénabilité n'affecte que le capital de la dot, et non les fruits dont la libre disposition est laissée au mari, ont admis pour les créanciers le droit de saisir la totalité de ces revenus dotaux(1). C'est ainsi qu'un arrêt de la Cour de Cassation sarde, du 10 janvier 1854, a statué dans les termes suivants :

« Considérant qu'il est dans la nature de la dot que les fruits et intérêts en appartiennent au mari seul, à qui la loi attribue exclusivement le droit de poursuivre les débiteurs de la dot et d'exiger le remboursement des capitaux ; que, bien que la dot soit considérée comme destinée à subvenir aux charges du ménage, ce principe n'est cependant pas si absolu qu'il enlève rien aux droits du mari et tienne à l'essence du mariage, puisque le mariage peut subsister sans contrat dotal ; que le seul moyen accordé par la loi à la femme dont la dot est mise en péril par les désordres des affaires du mari est la séparation dans les formes fixées par le droit. »

Mais depuis longtemps, la jurisprudence, obéissant à

(1) Cassation, 9 avril 1823 : Sirey, 1823-1-331 ; — Bordeaux, 6 juillet 1841 : Dalloz, 1841-2-230 ; — Cassation Sarde, 10 janvier 1854 : Dalloz, 1855-2-137 ; — En ce sens, Troplong : *Contrat de mariage*, tome IV, nos 3288 et suivants.

l'idée que la femme doit être mise à l'abri des dilapidations du mari, a voulu que les revenus des biens dotaux ne fussent pas détournés de leur destination qui est de payer les dépenses du ménage et de subvenir aux besoins de la famille.

Une comparaison très intéressante peut être faite ici. Avant la loi du 13 juillet 1907, relative à la libre disposition par la femme mariée de son salaire, sous n'importe quel régime matrimonial, la question avait été agitée de savoir si les gains de la femme étaient aliénables et saisissables. Dans un arrêt du 12 février 1884, la Cour de Cassation avait sauvegardé cette partie des revenus de la femme en décidant précisément que les fruits des biens dotaux sont eux-mêmes dotaux et par conséquent inaliénables (1). La solution était d'autant plus remarquable que, si les salaires sont les fruits du travail, le travail n'est pas un bien susceptible d'évaluation et ne saurait être regardé comme dotal. Il semble qu'il y ait dans la précédente solution, au point de vue de la jurisprudence, un argument *à fortiori* pour lui permettre de décider que les fruits des immeubles dotaux sont également inaliénables et insaisissables.

Mais la jurisprudence n'a pas été aussi loin. Elle s'est rendu compte que déclarer inaliénable et insaisissable en totalité les fruits qui appartiennent, non pas à la femme, mais au mari, c'eût été encourager le dévelop-

(1) Sirey, 1886-1-25; — Cass, 13 février 1884.

pement de la fortune propre du mari, au détriment des créanciers ; le mari, en effet, aurait librement capitalisé ces fruits à son profit personnel, puisqu'ils lui appartiennent. Or le régime dotal, s'il doit être une sauvegarde complète pour la femme, n'est pas destiné à protéger le mari.

C'est pourquoi la jurisprudence, aujourd'hui bien fixée en ce sens, n'a admis l'insaisissabilité des revenus dotaux, entre les mains du mari, que dans une certaine mesure. Suivant les arrêts, l'inaliénabilité protège même les revenus de la dot dans la limite où ils sont nécessaires aux besoins de la famille ; par suite, les créanciers du mari ne peuvent saisir *que l'excédent de ces revenus au-delà de ce qui est nécessaire à l'entretien du ménage* (1). Pratiquement, la solution jurisprudentielle est donc la suivante : S'il s'agit de créanciers à raison des charges du ménage, c'est-à-dire de fournisseurs quotidiens des objets nécessaires à l'existence, ils peuvent certainement saisir les revenus dont il s'agit, puisque ceux-ci sont précisément destinés à supporter les charges du ménage. Quant aux autres créanciers, ils ont le droit de saisie seulement dans la mesure où les revenus excèdent les charges du ménage. C'est d'ail-

(1) Aix, 6 janvier 1890 : Dalloz, 1891 1-486 ; — Aix, 17 mars 1857 : Dalloz, 1858-2-15 ; — Caen, 17 mai 1854 : Dalloz, 1855-5-160 ; — Cassation, 24 novembre 1890 : Dalloz, 1891-1-425 ; — Rennes, 9 mai 1895 : Dalloz, 1896-2-65.

leurs une question de fait que de savoir si les créanciers sont ou non des fournisseurs d'objets nécessaires à l'existence.

L'idée qui a inspiré les arrêts est que le mari et les créanciers du mari qui n'ont pas plus de droits que leur débiteur, ne peuvent détourner les revenus de leur affectation familiale.

La Cour de Caen, le 17 mai 1854, s'est exprimée ainsi :
« Considérant que la rente de 6.500 francs, aujourd'hui réduite à 5.000 francs, constituée par le contrat de mariage de la dame Delaporte de Lalanne, est représentative de deniers dotaux appartenant à la dame de Cairon, et, comme telle, inaliénable en tant qu'elle ne dépasse pas la somme nécessaire pour subvenir aux charges du mariage ; que, par ces charges, il faut entendre non seulement les besoins de la dame de Cairon et ceux de son mari, mais encore les aliments dus par ceux-ci à leurs enfants (1). » En conséquence, la Cour déclare que, lorsqu'une femme dotale a constitué en dot une partie de ses biens dotaux à l'un de ses enfants, à la charge par celui-ci de servir une rente viagère à ses frères et sœurs, lesquels ont accepté cette attribution, et ne possèdent pas d'autre ressource, la rente dont il s'agit ne peut être saisie par les créanciers des pères et mères.

Un arrêt de la Cour d'Aix, du 17 mars 1857, dit :

(1) Dalloz, 1855-5-160.

« Attendu que l'inaliénabilité du fonds dotal s'applique tant aux fonds qu'aux revenus qui ne peuvent être distraits de l'emploi auquel la loi les consacre, qui est l'entretien de la famille ; que, si la cession anticipée de ces revenus a été quelquefois validée, c'est lorsqu'il était établi qu'ils étaient inutiles aux besoins du ménage et qu'ils formaient un superflu dont le mari, qui en est propriétaire, pouvait disposer ; qu'il n'en est pas ainsi dans l'espèce, que les époux Victor sont dans la misère et que le revenu de la maison dont il s'agit forme à peu près toutes leurs ressources (1).

C'est ce qu'a décidé la Cour de Cassation, dans son arrêt du 14 août 1883 :

Les revenus de la dot ne participent à l'inaliénabilité du fonds dotal que pour la portion nécessaire aux besoins de la famille ; le superflu resté libre peut être saisi par les créanciers du mari jusqu'à la séparation de bien et ensuite il devient le gage de ceux envers qui la femme s'oblige postérieurement à la séparation et peut être saisi par eux entre ses mains (2).

« Attendu que, si l'obligation souscrite par la femme dotale avant la séparation des biens ne donne pas au créancier le droit de saisir les revenus dotaux après cette séparation, la raison en est que, au jour de l'engagement de la femme, la disposition desdits revenus

(1) Dalloz, 1858-2-15.

(2) Dalloz, 1884-1-334.

appartenait non à elle, mais au mari exclusivement ; mais que cet empêchement disparaît pour le créancier si la femme s'est réservé par son contrat de mariage la libre disposition d'une quotité déterminée des revenus de ses biens dotaux ; que, par une telle convention qui fait la loi des époux, la femme jouit, quant à cette quotité, des pouvoirs qui appartiennent au mari sur le surplus des revenus ; qu'elle est, par conséquent, investie de la faculté de s'obliger, même avant la séparation de biens, sur ses revenus réservés, et de les engager dans la mesure, d'ailleurs, où ils ne sont pas indispensables pour subvenir aux charges du mariage. »

Ne retenons de cette formule que la partie qui concerne notre présente question, à savoir le sort des revenus entre les mains du mari. Il est bien admis que les créanciers du mari, autres que ceux pour fournitures d'aliments, ne sont pas autorisés à pratiquer une saisie sur la portion des revenus considérée comme indispensable à la vie du ménage. C'est au juge du fait qu'il appartient d'évaluer les revenus qui excèdent et ceux qui n'excèdent pas les charges du ménage. La Cour de Cassation n'exerce aucune censure sur cette évaluation.

La même idée se retrouve dans l'arrêt de Cassation du 24 novembre 1890.

Une femme, se mariant sous le régime dotal, avait déclaré se constituer en dot tous ses biens présents, à l'exception d'une somme déterminée qui restait para-

(1) Dalloz, 1891-1-425.

phernale, et tous les biens devant lui advenir par succession, donation, legs ou autrement. De plus, elle se réservait, comme les articles 1387 et 1549, 3^e, l'y autorisaient, la faculté de toucher annuellement sur ces seules quittances, une quotité déterminée de ses revenus. Plus tard, elle obtint la séparation des biens, et un créancier envers lequel elle s'était obligée depuis la séparation des biens vint, après la dissolution du mariage par la mort du mari, frapper ses meubles de saisie. La femme ayant demandé la nullité de la saisie ainsi pratiquée et invoqué la généralité de la clause de constitution de dot contenue dans son contrat de mariage, une expertise fut ordonnée à l'effet de rechercher quels étaient ces deux objets saisis dont le caractère dotal était établi. La discussion qui s'élevait entre la femme et le créancier saisissant portait sur deux points. En premier lieu, était-ce au créancier à prouver que les biens qu'il saisissait n'étaient point dotaux, ou était-ce, au contraire, à la femme qu'incombait la charge d'établir qu'ils présentaient réellement le caractère et étaient comme tels insaisissables ? — En second lieu, la saisie pouvait-elle utilement porter, après la dissolution du mariage, sur des objets mobiliers, que la femme avait acquis, soit avant, soit depuis la séparation de biens, avec la partie de ses revenus dont elle avait la libre disposition ?

La Cour décida très exactement que, le patrimoine de la femme se composant à la fois de biens dotaux et

de biens paraphernaux, c'est à elle qu'incombe la charge de prouver la dotalité des meubles qu'elle prétend soustraire à la saisie des créanciers. Sur le second point, la Cour statue en ces termes : « Attendu que les revenus des biens paraphernaux et après la séparation de biens et jusqu'à la dissolution du mariage, les revenus des biens dotaux excédant les besoins du ménage appartiennent à la femme, qui a le droit d'en disposer et qui reste propriétaire tant de ce qu'elle achète avec leur montant que du capital qu'elle réalise en les économisant... » Par suite, la Cour décide que les meubles acquis avec ces revenus ou les économies réalisées sur eux sont valablement frappées de saisie par ses créanciers après la dissolution du mariage.

Que vaut cette jurisprudence ?

On peut l'apprécier soit *au point de vue juridique*, soit *au point de vue de son opportunité pratique*. Nous n'hésitons pas à dire que la thèse jurisprudentielle *est insoutenable au regard des textes et des principes du droit*.

L'article 1549 dispose en ces termes : « Le mari seul a l'administration des biens dotaux pendant le mariage. Il a seul le droit d'en poursuivre les débiteurs et détenteurs, d'en percevoir les fruits et les intérêts, et de recevoir le remboursement des capitaux. Cependant il peut être convenu, par le contrat de mariage, que la femme touchera annuellement, sur ses seules quittances, une

partie de ses revenus pour son entretien et ses besoins personnels. »

Aux termes de l'alinéa 2 de ce texte, le mari devient propriétaire des fruits et revenus des biens de la femme. La loi établit d'ailleurs pour le mari un mode spécial d'acquisition des fruits. Pour l'usufruitier ordinaire la règle est que les fruits civils s'acquièrent jour par jour et les fruits naturels par la perception (art. 585 et 586); mais, aux termes de l'article 1571, le mari acquiert les fruits, quels qu'ils soient, proportionnellement à la durée du mariage. Ce dernier texte dit, en effet, que, « à la dissolution du mariage, les fruits des immeubles dotaux se partagent entre le mari et la femme ou leurs héritiers, à proportion du temps qu'il a duré, pendant la dernière année. L'année commence à partir du jour où le mariage a été célébré. »

D'ailleurs, les fruits, même s'ils proviennent d'immeubles, ont le caractère mobilier. Or, la jurisprudence a décidé, d'une manière constante, *que le mari est maître de la dot mobilière*, qu'il peut en disposer à son gré. Le droit de disposition du mari est bien établi, non seulement pour les meubles corporels à propos desquels peut être invoquée la règle « en fait des meubles possession vaut titre », mais même pour les meubles incorporels, comme les créances et les valeurs mobilières; il est admis que le mari peut, sans le concours de sa femme, céder les créances dotales et faire opérer

le transfert des titres de rente, d'actions ou d'obligations (1).

L'inaliénabilité de la dot mobilière signifie que la valeur de cette dot est intangible, et que la femme ne peut en compromettre la restitution par aucun acte, notamment par la cession de son hypothèque légale. Mais, entre les mains du mari, les meubles dotaux ne sont nullement à l'abri des actes d'aliénation.

La jurisprudence, permettant au mari d'aliéner les meubles dotaux, est constituée depuis le commencement du xv^e siècle (2). En 1819, la Cour de Cassation autorise le mari à aliéner ces meubles en le considérant comme en étant le propriétaire. Mais cette théorie avait le défaut d'entraîner logiquement le droit de saisie des créanciers du mari. Aussi, depuis 1849, la Cour suprême fait-elle découler la faculté d'aliéner du mari de son droit d'administration. La jurisprudence actuelle admet donc que le mari peut, en vertu de son droit d'administrer la dot, consacré par l'article 1549, disposer même des meubles dotaux dont il n'est pas propriétaire. Mais ce droit du mari d'aliéner n'emporte pas le droit de saisie des créanciers. En effet, le droit de

(1) Cassation, 1^{er} février 1819 : Sirey, 1819-1-146; — Cassation, 18 février 1851 : Sirey, 53-1-729; — Cassation, 6 décembre 1859 : Sirey, 1860-1-644; — Cassation, 1^{er} août 1866 : Sirey, 1866-1-363.

(2) Cf. Asselin, *op. cit.*, p. 19; — Buquet, *De la protection accordée par la jurisprudence à la dot mobilière de la femme dotale*, p. 13.

l'époux ne résulte pas de la propriété, mais seulement de son droit d'administration (1).

Cela étant, il est facile de voir que, s'il s'agit des fruits et revenus de la dot, le droit de disposition du mari entraîne la possibilité de la saisie. Car le mari devient propriétaire de ces fruits et revenus, tandis qu'il n'est pas propriétaire des autres meubles dotaux.

Frapper d'inaliénabilité et d'insaisissabilité les revenus dotaux entre les mains du mari propriétaire, ce serait, contrairement aux principes les plus certains, soumettre les biens du mari au régime de la dotalité.

On peut envisager sous un autre aspect, en ne quittant pas la critique purement juridique, les systèmes de la jurisprudence que nous combattons. L'article 2092 dispose que « quiconque s'est obligé personnellement est tenu de remplir son engagement sur tous ses biens mobiliers et immobiliers, présents et à venir ». Or, restreindre le droit de gage des créanciers du mari est purement arbitraire. Le mari s'est obligé, il doit remplir ses engagements sur tous ses biens : or les fruits et revenus des biens dotaux lui appartiennent ; ceux-ci ne peuvent donc échapper à la saisie. Ils ne sauraient y échapper que si une disposition formelle de la loi avait statué en ce sens. Or, loin qu'on trouve une disposition de ce genre, nous avons vu, au contraire, que les textes et les principes conduisent à admettre le

(1) Cf. Buquet, *op. cit.*, p. 101-106.

droit pour les créanciers de saisir la totalité des revenus dotaux entre les mains du mari.

Aussi bien la *jurisprudence n'a-t-elle pas cherché à justifier sa solution par des arguments juridiques*. Elle a été inspirée *par des considérations pratiques*. Son but a été de protéger la femme et la famille tout entière en *élargissant la sphère de l'inaliénabilité dotale et de l'insaisissabilité qui en est la conséquence*.

Si, au lieu de critiquer la jurisprudence, nous croyons devoir l'approuver, nous présenterions sa défense de la manière suivante.

Si la dot est un patrimoine d'affectation, une réserve pour le ménage et les enfants nés du mariage, il est très logique et très naturel que les créanciers ne puissent y toucher. Or, cette idée d'affectation, considérée comme fondement de l'inaliénabilité et de l'insaisissabilité dotales, n'embrasse-t-elle pas les revenus de la dot aussi bien que le capital ?

C'est un acte de prudence élémentaire que de vivre sur les revenus et non sur le capital. Le capital dotal ne peut être entamé ; la loi le défend. Mais elle n'a pas parlé de revenus. Que convient-il de décider à leur sujet ? Le concept d'affectation fournit la réponse. Ces revenus ont une destination bien certaine, qui est de subvenir aux charges de la famille. Si le mari les perçoit, c'est pour les employer au but duquel la dot a été constituée.

Même ainsi soutenue, la théorie de la jurisprudence

nous paraîtrait inacceptable. La conception de la dot comme un patrimoine affecté nous semble excellente, et nous l'avons nous-même acceptée, mais elle ne peut avoir de valeur que lorsqu'on se trouve en présence de biens dotaux. Or les revenus de la dot, devenant la propriété du mari, ne sont évidemment pas dotaux ; ce n'est donc que par un véritable abus de langage qu'on peut les faire rentrer dans le patrimoine affecté dont il est question.

Nous voyons ainsi que la jurisprudence a étendu l'inaliénabilité et l'insaisissabilité dotales au-delà de leur domaine légal et naturel.

Cette extension a-t-elle du moins été opportune ? Peut-on justifier au point de vue pratique la solution d'après laquelle les revenus des biens dotaux, immeubles, meubles, valeurs mobilières (puisque la dot mobilière est inaliénable d'après la jurisprudence) sont, dans la mesure où ils apparaissent nécessaires au ménage, insaisissables par les créanciers du mari auxquels ils appartiennent ? Une première observation peut être faite. — C'est que, le système de la jurisprudence ne saurait empêcher, qu'une fois les fruits perçus, l'argent qui en provient ne soit dissipé par le mari. Il est, en effet, pratiquement impossible de déterminer l'origine des fonds que ce dernier dépense ; de ce chef, l'insaisissabilité apparaît comme un mode chimérique de protection de la femme. Mais il y a là plutôt la constatation d'un fait inévitable qu'un grief adressé à la jurisprudence. Ce

qu'il importe de savoir, c'est si la protection de la femme commandait une telle extension de l'inaliénation et de l'insaisissabilité.

Nous ne le pensons pas. Car la femme, en cas *de gaspillage du mari, a la ressource efficace de demander la séparation de biens*. Enfin la théorie jurisprudentielle se heurte à des difficultés pratiques certaines. *Comment déterminer la portion des revenus dotaux qui doit être regardée comme excédant les besoins du ménage* et, par conséquent, comme seule saisissable ? Où commence et où finit ce qui est indispensable à la vie du ménage ? La notion même du nécessaire est élastique, et cela est vrai encore plus peut-être d'un ménage que d'un individu. Les tribunaux sont donc presque forcément acculés à l'arbitraire dans leurs évaluations, et ils risquent de soustraire aux créanciers une partie de leur gage, tout en permettant aux époux de mener une vie plus que confortable.

CHAPITRE III

CONDITION DES REVENUS DOTAUX AU POINT DE VUE DES CRÉANCIERS DE LA FEMME

Il est bien certain que, antérieurement à la séparation de biens, les créanciers de la femme, à raison d'obligations par elle contractées au cours du mariage, ne peuvent, tant que dure le droit de jouissance du mari, saisir les revenus des biens dotaux. A l'inverse, il n'est pas douteux que les créanciers du mari ne peuvent, postérieurement à la séparation prononcée entre les époux, pratiquer aucune saisie sur les revenus en question, puisque, le mari ne possédant plus le droit sur ses revenus, ses créanciers sont placés dans la même situation que leur débiteur (1).

(1) Cassation, 26 février 1834 : D., 1835-1-122; — Cassation, 24 novembre 1890 : D., 1891-1-425.

Mais il y a lieu d'examiner la situation de trois catégories de créanciers de la femme, lorsque la séparation de biens a été prononcée à titre principal ou accessoire : ceux dont le titre est antérieur à la séparation de biens ; ceux dont le titre est postérieur à cet événement ; ceux enfin qui prétendent ramener leur créance à exécution après la dissolution du mariage.

CRÉANCIERS ANTÉRIEURS A LA SÉPARATION

Les effets de la séparation de biens sur les biens dotaux peuvent se résumer en cette double proposition : la femme recouvre l'administration de sa dot, mais la dotalité persiste. Sous le régime dotal, la séparation est une simple restitution anticipée de la dot. Elle enlève au mari les pouvoirs qu'il avait sur les biens dotaux et qui constituait un danger pour la femme, mais elle ne prive pas l'épouse des garanties qu'elle avait voulu se procurer grâce à la dotalité. Remise en possession de sa dot, la femme l'administre désormais à la place du mari ; elle en touche les fruits et revenus. Sa capacité d'administrer est la même que celle qui appartient à une femme séparée de biens dans les cas ordinaires. Elle peut passer des baux, toucher ses revenus et en donner quittance, recevoir un capital dotal et donner mainlevée de l'inscription hypothécaire qui en garantissait le paiement. Contrairement à l'ancien droit, la jurisprudence moderne a d'ailleurs décidé que la femme

n'est pas obligée de faire emploi des sommes qui lui sont versées pour le règlement de ses reprises dotales, à moins que le contrat de mariage n'impose cet emploi (1).

Mais, *si le jugement de séparation substitue la femme au mari pour l'administration de la dot, cette femme n'en reste pas moins soumise à la dotalité*. Malgré la séparation, il y a donc encore des biens dotaux inaliénables; l'article 1554 dit en effet que l'inaliénabilité est établie « pendant la durée du mariage ». Il peut même arriver que l'inaliénabilité frappe de nouveaux biens entrant dans le patrimoine de la femme séparée; il en sera ainsi des successions et des donations, s'il y a eu constitution en dot des biens à venir. La persistance de la dotalité produit cette autre conséquence que *la femme dotale demeure, malgré la séparation, incapable de s'obliger sur sa dot, tant mobilière qu'immobilière*. La séparation ne vient donc nullement changer la condition des créanciers qui ont traité avec l'épouse; ceux-ci n'ont pas le droit de saisie sur les biens dotaux.

Cette solution ne saurait souffrir de difficultés pour le capital des biens dotaux. Mais il en est autrement pour les revenus. Dans la pratique, c'est seulement en ce qui concerne ces revenus que s'est posée la question

(1) Cassation, 21 mai 1867 : Dalloz, 67-1-207; — Agen, 7 mai 1870 : D., 70-2-130; — Planiol, tome III, n° 1619.

de savoir s'ils pouvaient être saisis postérieurement à la séparation de biens.

a) *D'abord la Cour de Cassation jugea que, l'inaliénabilité dotale ne concernant que les capitaux, et non les revenus, ceux-ci étaient aliénables et saisissables* aussi bien entre les mains de la femme après la séparation de biens, qu'auparavant entre les mains du mari (1).

La Cour suprême ne faisant pas de distinction, ces revenus pouvaient être saisis pour la totalité. En effet, la femme devenant propriétaire des revenus, de même que le mari en était autrefois propriétaire, ceux-ci ne semblaient pas pouvoir échapper au gage des créanciers.

b) Mais la Cour de Cassation ne tarda pas à statuer d'une manière diamétralement opposée. Par un arrêt du 1^{er} janvier 1831, elle décida que les créanciers qui avaient traité avec l'épouse avant la séparation ne pouvaient saisir les revenus dotaux, quand elle en reprenait la jouissance en qualité de femme séparée (2). Ainsi dans cette nouvelle manière de voir, la séparation aurait eu pour résultat d'affranchir complètement, du gage des créanciers antérieurs, les revenus des biens dotaux. Cette jurisprudence s'inspirait des considérations suivantes. Il importe que la femme dotale ne

(1) Cassation, 9 avril 1823 : Sirey, 1823-1-331 ; — Cassation, 28 mars 1827 : Dalloz, 1827-1-299.

(2) Dalloz, 1831-1-51.

puisse disposer pour l'avenir des revenus qui lui appartiennent à partir du jour où elle a recouvré la dot ; si les revenus dotaux pouvaient, pour une portion quelconque, être saisis en exécution d'engagements ayant leur source dans le passé, *la femme supporterait les conséquences d'obligations ayant une origine peut-être lointaine et qui compromettaient la destination familiale de la dot.*

Tel était l'état de la jurisprudence lorsque diverses Cours d'appel imaginèrent d'appliquer aux créanciers antérieurs à la séparation la solution admise pour les créanciers du mari, et d'après laquelle la saisie n'était autorisée que dans la mesure de l'excédent des revenus sur les besoins du ménage (1).

Mais la Cour de Cassation maintint la solution apportée par l'arrêt de 1831. Dans son arrêt du 28 juin 1859, elle refusa d'admettre dans une mesure quelconque la saisie des créanciers antérieurs à la séparation (2).

« Attendu, dit l'arrêt cité, que les fruits ou revenus des biens dotaux sont affectés aux charges du mariage par une destination obligée qui continue d'exister pendant toute sa durée ; qu'après la séparation des biens, l'emploi des revenus dotaux, conformément à cette des-

(1) Paris, 7 mars 1851 : Dalloz, 1851-2-195 ; — Paris, 15 juillet 1856 : Dalloz, 1857-2-121 ; — Aix, 20 juillet 1857 : Dalloz, 1858-2-1 ; — Montpellier, 10 juillet 1860 : Dalloz, 1861-5-167 ; — Pau, 25 novembre 1879 : Dalloz, 1881-2-112.

(2) Dalloz, 1859-1-257.

tion, est l'un des droits et des devoirs de l'administration de la femme dont il importe le plus que le libre accomplissement soit assuré ; qu'il ne peut y être porté atteinte par l'exécution forcée, sur ces revenus, des obligations contractées conjointement par les deux époux avant leur séparation ; qu'en effet il ne saurait être ainsi disposé, par des actes faits devant l'administration du mari et sous son influence, des revenus dotaux à échoir sous l'empire et pour les besoins de l'administration de la femme séparée ; que l'interdiction de cette aliénation anticipée, par laquelle les revenus dotaux seraient soustraits à leur destination, dérive du principe d'inaliénabilité du fonds dotal dont elle a pour objet d'assurer la conservation. »

La même solution fut consacrée par un arrêt de la Cour de Cassation (Chambres réunies) du 7 juin 1864, qui décida que les revenus des biens dotaux ne peuvent pas, après séparation de biens, être saisis en vertu d'obligations contractées par la femme antérieurement à la séparation, ces revenus n'étant devenus la propriété de la femme qu'avec affectation aux charges du mariage et ne peuvent pas être détournés de leur destination pour l'exécution d'engagements ou d'aliénations consentis devant l'administration et sous l'influence du mari (1). Spécialement, aux termes de cet arrêt, le créancier envers lequel une femme mariée sous le régime

(1) Dalloz, 1864-1-201.

dotale s'est obligée, avant sa séparation, n'a pas qualité pour provoquer le partage d'une succession échue à sa débitrice, depuis la séparation, à l'effet de se faire payer de sa créance, même sur les revenus de la succession non nécessaires aux charges du mariage.

De même, d'après un arrêt de Pau, du 25 novembre 1879, les créanciers de la femme dotale, antérieurs à la séparation de biens, ne peuvent saisir aucune portion des revenus dotaux échus depuis la séparation ; ils ne peuvent, par conséquent, se faire colloquer en sous-ordre sur la collocation obtenue par la femme pour le paiement de ces revenus, à moins qu'ils ne prouvent que leurs créances ont pour cause des fournitures faites pour l'entretien de la femme et ayant un caractère de nécessité (1).

Enfin la Cour de Paris, le 11 juin 1896, s'attache aux mêmes principes.

« Considérant que les revenus dotaux de la dame Manchon, échus après la séparation de biens, ne peuvent répondre de l'obligation qu'elle avait contractée envers la demoiselle Vallée avant sa séparation ; qu'il est, en effet, de principe que les fruits et revenus de la dot sont affectés aux charges du mariage ; qu'ils appartiennent au mari tant qu'il conserve l'administration des biens dotaux, à la charge par lui de les employer confor-

(1) Dalloz, 1881-2-112.

mément à leur destination légale ; que, sous l'administration du mari, la femme ne peut disposer de ses revenus, et le créancier, qui l'a pour obligée, ne peut exercer ses droits sur les revenus dotaux à échoir, soit avant, soit depuis la séparation : avant la séparation parce qu'ils sont la propriété du mari ; après la séparation, parce que sous un régime qui doit la protéger contre des engagements téméraires et imprudents, toute aliénation anticipée de ses revenus lui est interdite ; qu'en effet, il ne saurait lui être permis, lorsqu'elle est encore sous l'influence du mari, de compromettre des ressources que la loi réserve à la famille, pour le cas où la séparation devient nécessaire ; que, d'ailleurs, ces revenus ne peuvent être engagés à l'avance sans être détournés de leur destination ; qu'autrement les effets de la séparation seraient illusoires et pourraient même, dans certains cas, devenir préjudiciables à la femme en ouvrant à ses créanciers un droit qu'ils n'avaient pas auparavant (1). »

Comme nous l'avons dit, cette jurisprudence repose essentiellement sur cette idée que la dot (capital et revenus) a pour but non seulement de satisfaire aux intérêts de la vie conjugale, mais encore de pourvoir aux besoins permanents de la famille tout entière. Or l'affectation familiale de la dot ne va-t-elle pas être compromise si, après la séparation de biens, les revenus do-

(1) Dalloz, 1897-2-14.

taux peuvent être saisis en exécution d'obligations antérieures remontant peut-être assez loin dans le passé ?

CRÉANCIERS POSTÉRIEURS A LA SÉPARATION

En ce qui concerne les créanciers postérieurs à la séparation, la *jurisprudence a admis qu'ils pouvaient poursuivre l'exécution de leurs créances sur les revenus des biens dotaux dans les limites où ces revenus excèdent les besoins de la famille* (1). Un seul arrêt a autorisé complètement le droit de saisie des créanciers postérieurs, sans distinguer suivant que les revenus dotaux sont ou non suffisants pour l'entretien de la famille. C'est un arrêt de la Cour de Grenoble du 26 décembre 1868 ; mais il est vrai que, dans l'espèce, les dettes contractées par la femme après la séparation présentaient un caractère alimentaire (2). Mais, à part cette décision isolée, une jurisprudence constante applique aux créanciers de la femme postérieurs à la séparation la même solution qu'aux créanciers du mari avant cette séparation. L'épouse n'exerçant la jouissance des biens dotaux que suivant les mêmes règles qui gouvernent la jouissance des biens dotaux avant la sépa-

(1) Cassation, 26 février et 1^{er} décembre 1834 : D., 1835-1-122 et 177 ; — Cassation, 6 janvier 1839 : Dalloz, 1840-1-69 ; — Cassation, 4 novembre 1846 : Dalloz, 47-1-174 ; — Cassation, 28 juin 1859 : Dalloz, 59-1-257 ; — Paris, 8 mars 1905 : Dalloz, 1906-2 241.

(2) Sirey, 1869-2-137 ; — Grenoble, 26 décembre 1868.

ration, les arrêts considèrent comme logique de n'admettre les créanciers de l'épouse depuis cette séparation à saisir les revenus des biens dotaux qu'au-delà de la mesure dans laquelle ils sont affectés aux charges du ménage.

Une application intéressante de cette règle a été faite par la Cour de Paris, le 8 mars 1905. Une femme dotale avait emprunté après la séparation de biens et elle avait donné en garantie à son créancier un titre de rente dotale; elle soutint que ce titre, compris dans sa dot, était inaliénable et devait lui être restitué. La Cour, confirmant la décision des premiers juges, fait droit à cette demande et ordonne la restitution du titre dans la huitaine de la signification de l'arrêt sous peine d'une astreinte de 50 francs par jour de retard. L'arrêt considéra que la séparation de biens ne confère pas à l'épouse dotale le pouvoir de disposer de ses revenus, de donner en gage à un créancier le titre en question pour parvenir au remboursement de ce créancier avec les arrérages de la rente. « La destination des revenus, dit la Cour, survit à la séparation des biens, les revenus dotaux et ceux des paraphernaux représentant la dot doivent être affectés aux besoins de la famille, ils ne sont disponibles qu'autant qu'ils dépassent ces besoins (1).

On aperçoit ici très nettement l'antithèse des solutions fournies par la jurisprudence pour les créanciers pos-

(1) Dalloz, 1906-2-241.

térieurs à la séparation de biens. Si les obligations ont été contractées avant cet événement, aucune portion des revenus dotaux ne peut être saisie. S'il s'agit, au contraire, d'obligations contractées après la séparation, les revenus ne sont soustraits à l'action des créanciers que dans la mesure où ils sont nécessaires aux besoins du ménage ; l'excédent seul est disponible et saisissable. *Cette différence semble s'expliquer, dans les arrêts, par cette considération que, si l'on accordait dans une mesure quelconque le droit de saisir aux créanciers antérieurs, ceux-ci pourraient, en poursuivant l'exécution d'obligations ayant une origine lointaine compromettre la destination familiale de la dot ;* ce danger n'est pas à craindre pour les obligations contractées après la séparation ; aussi accorde-t-on aux créanciers postérieurs la faculté de saisir les revenus dotaux dans la limite où ils excèdent les besoins de la famille.

La jurisprudence a dû s'occuper de la situation d'une dernière catégorie de créanciers, ceux qui prétendent ramener leurs créances à exécution après la dissolution de l'union conjugale.

CRÉANCIERS AGISSANT APRÈS LA DISSOLUTION DU MARIAGE

Lors de la dissolution du mariage, les droits des créanciers acquièrent-ils une étendue nouvelle ? Rappelons-nous la distinction qui doit être admise pour

les créanciers postérieurs au mariage. L'insaisissabilité dotale cesse sans doute pour les créanciers qui ont acquis leur titre après la dissolution de l'union conjugale, mais elle persiste à l'égard de ceux qui ont contracté avant cette dissolution. C'est donc seulement pour cette catégorie de créanciers que se pose la question de savoir si l'insaisissabilité s'applique aux revenus des biens dotaux. Or la jurisprudence a répondu que ces revenus ne sont alors saisissables pour aucune portion, même pour ce qui excède les besoins de la famille (1).

Les arrêts ont pensé que, s'il en était autrement, le bien dotal serait sans doute conservé, mais n'aurait plus aucune qualité productive, ce qui serait contraire au vœu de la loi qui a voulu que la dot soit une ressource suprême pour la famille.

CRITIQUE DE LA JURISPRUDENCE

En définitive, l'analyse de la jurisprudence nous conduit aux résultats suivants : les créanciers antérieurs à la séparation de biens, de même que les créanciers qui poursuivent l'exécution de leurs créances postérieurement à la dissolution du mariage, ne peuvent saisir les revenus dotaux dans aucune mesure ; pour

(1) Cassation, 24 août 1836 : Dalloz, 1837-1-141; — Paris, 21 juin 1896 : Sirey, 1896-2-261; — Guillouard, tome IV, n° 2086.

Lecourtois et Surville, tome III, n° 1692.

les uns comme pour les autres, l'insaisissabilité dotale survit complètement.

Il en est autrement des créanciers postérieurs à la séparation de biens, mais qui veulent se faire payer alors que le lien conjugal demeure ; ceux-ci retrouvent leur droit de saisie d'une manière très limitée en ce sens qu'ils peuvent saisir la portion des revenus dotaux qui excède les besoins de la famille. *Ces diverses solutions, nous l'avons vu, s'appuient sur l'affectation familiale de la dot.* S'agit-il d'obligations dont l'exécution est réclamée après la dissolution du mariage, les créanciers perdent l'arme de la saisie sur les revenus dotaux parce que ces revenus sont considérés comme étant alors absolument nécessaires à la famille, c'est-à-dire à la femme et aux enfants. De même, les créanciers antérieurs à la séparation de biens se heurtent à une insaisissabilité totale des revenus, parce que, s'il s'agissait d'obligations remontant loin dans le passé, la destination familiale de la dot pourrait être compromise. Une catégorie de créanciers a paru moins dangereuse que les autres. Ce sont ceux qui traitent avec la femme postérieurement à la séparation de biens, mais alors que le lien conjugal subsiste ; aussi les revenus dotaux ont-ils été déclarés saisissables par eux entre les mains de la femme pour la portion qui excède les besoins du ménage. C'est donc bien cette idée constante de l'affectation familiale des revenus de la dot, qui donne aux solutions diverses de la

jurisprudence leur application et leur unité logique.

Ainsi que nous l'avons fait dans le chapitre précédent, nous allons rechercher le mérite juridique et pratique de ces solutions.

Au point de vue juridique, d'abord, elles nous paraissent constituer une extension ABUSIVE de la notion d'insaisissabilité. Pour le montrer, il faut rappeler la situation de la femme dotale séparée de biens.

La séparation de biens a pour conséquence, d'après la jurisprudence, de substituer la femme à son mari dans l'administration de la dot. En conséquence, toutes les clauses relatives à l'emploi des deniers dotaux deviennent applicables à l'épouse comme elles l'étaient auparavant à son mari (1). Mais, lorsque le mari avait la libre gestion des deniers, la femme possède la même liberté ; elle est dispensée d'en faire emploi (2). En cas d'obligation au remploi, la séparation de biens ne change pas le résultat de ce remploi ; le bien acheté par la femme est dotal ou paraphernal de la même façon qu'il le serait si le remploi était fait par le mari avant toute séparation. L'article 1553, alinéa 1, dispose,

(1) Quand le mari était tenu de faire emploi, la séparation de biens n'affranchit pas la femme de cette obligation (Cassation, 13 décembre 1865 : Dalloz, 1866-1-19) ; quand le mari ne pouvait recevoir les deniers qu'à la condition de justifier de la suffisance de ses immeubles personnels, la femme ne peut de même les toucher que si elle fournit elle-même une garantie suffisante (Cassation, 18 décembre 1888 : Dalloz, 1890-1-350).

(2) Cassation, 21 mai 1867 : D., 67-1-207.

en effet, que l'immeuble acheté en remploi n'est pas ordonné par le contrat de mariage ; or ce texte est rédigé en termes absolus et s'applique sans distinction aux deux époux (1).

Mais cette substitution de la femme au mari dans le domaine de l'administration des biens dotaux ne peut exercer aucune influence sur la solution du problème dont nous nous occupons. Les revenus dotaux sont-ils saisissables entre les mains de la femme ? Telle est la question. Or elle revient à se demander si la femme peut aliéner, par la voie indirecte de l'obligation, ses revenus dotaux. Ce n'est plus une question d'administration, mais bien d'aliénabilité. *Or la persistance de la dotalité produit des conséquences remarquables.*

L'inaliénabilité des immeubles subsiste, mais elle est atténuée, parce que, la femme, reprenant l'exercice de ses actions, c'est à elle qu'il appartient désormais d'agir en nullité et que la prescription court contre elle (art. 1561). Au contraire, l'inaliénabilité est aggravée en ce qui concerne les meubles : aliénables entre les mains du mari, ceux-ci cessent de l'être entre les mains de la femme qui devient absolument liée par le principe d'inaliénabilité et incapable de disposer de sa dot mobilière par des actes quelconques (2). En outre, la femme dotale séparée de biens demeure incapable de

(1) Cassation, 12 avril 1870 : D., 70-1-264.

(2) Cassation, 12 août 1846 : D., 46-1-296 ; — Cassation, 3 fé-

s'obliger sur sa dot, tant mobilière qu'immobilière (1). Elle ne peut céder son hypothèque légale ou y renoncer, en tant qu'elle garantit ses reprises dotales (2).

Faut-il dire que la persistance de la dotalité va jusqu'à rendre les revenus dotaux insaisissables entre les mains de la femme, du moins dans la mesure où ils sont considérés comme nécessaires à la vie de la famille ?

Nous ne le pensons pas. Pour qu'il y ait en réalité persistance de la dotalité sur ce point, il faudrait que les revenus des biens dotaux eussent été déjà insaisissables entre les mains du mari. Or nous avons adopté une solution contraire. La séparation de biens aurait donc pour effet, non pas de faire persister, mais bien de créer l'insaisissabilité des revenus entre les mains de la femme. Or nous recherchons vainement en vertu de quel motif ces revenus seraient ainsi soudainement frappés d'insaisissabilité.

A cela on pourrait objecter que, de même que les meubles qui étaient aliénables entre les mains du mari ont cessé de l'être entre les mains de la femme après la séparation de biens, de même les revenus suivent une semblable destinée. Mais cette analogie ne saurait être sérieusement soutenue. Si, après la séparation de biens le mobilier dotal cesse d'être aliénable entre les mains

vrier 1879 : D., 79-1-246; — Cassation, 4 juillet 1881 : D., 82-1-194.

(1) Cassation, 12 mars 1866 : D., 66-1-178.

(2) Cassation, 27 avril 1880 : D., 80-1-431.

de la femme, c'est que la jurisprudence a estimé qu'il y aurait danger pour elle à conserver la disposition de sa dot mobilière ; en effet, elle n'aurait eu de recours contre personne après l'avoir gaspillée ; tandis que cette même liberté laissée au mari est moins périlleuse pour la femme qui est garantie par l'hypothèque légale. Au contraire, la libre disposition des revenus dotaux, reconnue à la femme, de même qu'elle appartenait auparavant au mari, ne ferait courir aucun danger sérieux à l'épouse séparée.

En somme, que reste-t-il donc ? Les revenus des biens dotaux n'étaient pas dotaux avant la séparation des biens ; ils devenaient la propriété du mari ; maintenant qu'ils sont la propriété de la femme, il n'y a aucune raison de les déclarer dotaux. Le droit de jurisprudence du mari accompagnait son droit d'administration des biens dotaux ; cette administration appartenant désormais à la femme, c'est elle qui a le droit de jouissance, les revenus tombent en dehors de la masse des biens frappés de dotalité ; ils tombent dans le patrimoine paraphernal comme, antérieurement, ils tombaient dans le patrimoine du mari. La conséquence, c'est la saisissabilité de tous les revenus des biens dotaux entre les mains de la femme séparée.

Au point de vue pratique, la jurisprudence que nous avons relatée n'est pas d'ailleurs exempte de singularité. Son idée directrice, nous le savons, c'est que les revenus de la dot, aussi bien que le capital dotal, for-

ment un patrimoine affecté aux besoins de la famille; le corollaire de ce principe est que les revenus ne peuvent être saisis que dans la mesure où ils excèdent les besoins de la famille; c'est, en d'autres termes, la saisissabilité partielle des revenus. Or ce corollaire est loin d'avoir été déduit, en ce qui concerne les créanciers de la femme, puisque les créanciers antérieurs à la séparation de biens, de même que les créanciers qui prétendent exercer leur poursuite après la dissolution du mariage, se voient refuser toute action sur les revenus; pour eux c'est l'insaisissabilité absolue. *La jurisprudence n'est vraiment d'accord avec son principe qu'en ce qui concerne les créanciers postérieurs à la séparation de biens*, lesquels sont considérés comme ayant le droit de saisir la portion des revenus dotaux qui dépasse les besoins de la famille; mais alors la jurisprudence se heurte à des difficultés d'évaluation que nous avons déjà indiquées. C'est, en définitive, l'arbitraire d'un côté, et, de l'autre, la possibilité pour la femme débitrice de ne pas payer ses dettes quand elle en a le moyen. *De tels résultats ne nous semblent ni heureux, ni équitables, ni cohérents.*

Ce n'est pas tout : nous allons noter, dans le chapitre suivant, un nouveau défaut de l'harmonie dans le système général de la jurisprudence, en étudiant la question de la saisissabilité ou de l'insaisissabilité des revenus d'un immeuble paraphernal contenant une dot incluse.

CHAPITRE IV

CONDITIONS DES REVENUS D'UN BIEN PARAPHERNAL CONTENANT UNE DOT INCLUSE

La théorie de la dot incluse est l'une des plus remarquables constructions jurisprudentielles en matière de régime dotal. Elle a été édifiée sur cette idée que la sécurité de la dot doit primer tout autre intérêt, mais il a paru par la suite qu'il ne fallait pas sacrifier les droits des tiers; de telle sorte que si, en développant les conséquences de la nature de l'inaliénabilité, les tribunaux ont voulu augmenter l'efficacité protectrice de la dot, ils se sont en définitive montrés respectueux des droits des créanciers qu'aurait compromis une application trop stricte de la conception de la dot renfermée.

Ces observations générales vont être confirmées par l'étude des applications jurisprudentielles de la con-

ception de la dot incluse au droit de saisie des créanciers de la femme.

Une seule question rentre directement dans notre sujet. *C'est celle de savoir si les revenus d'un immeuble paraphernal contenant une dot incluse sont saisissables.*

Mais cette question ne saurait être bien comprise que si nous prenons d'abord une connaissance générale de la théorie même de la dot renfermée. Après cette esquisse nécessaire, nous verrons les conséquences de la théorie dont il s'agit au point de vue de l'insaisissabilité.

Il existe une classe particulière de biens qui tiennent à la fois des paraphernaux purs et des dotaux. Ce sont des paraphernaux qui contiennent en eux la valeur d'une dot mobilière inaliénable qui doit se retrouver. Dès lors que des biens paraphernaux participent dans une certaine mesure de la condition juridique des biens dotaux, il va en résulter des restrictions quant à la faculté pour les créanciers d'opérer la saisie.

Nous n'avons pas à étudier dans le détail la structure de cette théorie, ni à l'apprécier au point de vue des principes et des textes. Il nous suffira de voir de quelle manière elle retentit dans le domaine de l'insaisissabilité et, spécialement, de la condition des revenus au regard des créanciers.

Le système de la dot incluse nous met en présence de certains biens qui, ayant été acquis pendant le ma-

riage en remplacement de valeurs dotales, ne peuvent être classés parmi les biens dotaux, d'après la loi. Le trait commun à toutes les hypothèses où l'on rencontre des paraphernaux renfermant la dot, c'est que *des biens ont été acquis à la femme au moyen de deniers dotaux*. Le bien ainsi acquis n'est pas dotal; mais, étant donné qu'il contient la dot, il est soumis à un régime particulier. Quels sont les cas dans lesquels joue la théorie de la dot incluse?

En premier lieu, supposons qu'un immeuble ait été acquis avec les deniers dotaux alors qu'aucune condition d'emploi de ces deniers dotaux, n'était insérée dans le contrat de mariage. Aux termes de l'article 1553, l'immeuble n'est pas dotal. Si le mari l'a acheté en son nom personnel, l'opération est régulière, parce que le quasi-usufruit qu'il possède sur les biens dotaux lui confère le pouvoir d'en disposer, sauf à en être comptable plus tard pour l'acquisition de biens dotaux. L'immeuble ainsi acheté devient la propriété du mari. Mais la femme conserve sur cet immeuble l'hypothèque légale destinée à lui assurer le paiement de ses reprises. Mais il peut arriver que le mari ait, dans l'hypothèse présente, acheté un immeuble, avec les deniers dotaux, au nom de la femme. Cet immeuble devient alors paraphernal, mais avec inclusion de la dot (1). « Si en l'absence dans

(1) Cassation, 19 décembre 1871 : Dalloz, 72-1-77; Cassation, 27 février 1883 : Sirey, 1884-1-185.

le contrat de mariage d'une stipulation d'emploi, dit la Cour de Cassation (1), les biens acquis des deniers dotaux ne sont pas dotaux ; il en est autrement du prix de ces biens propres, jusqu'à concurrence du montant de la dot qu'ils représentent, et la femme mariée sous le régime dotal a le droit de prélever sur ce prix le montant de sa dot par préférence à ses créanciers. »

En second lieu, on peut imaginer qu'une femme se soit constitué en dot une somme d'argent qui n'a pas été versée au moment du mariage ; plus tard, cette épouse se libère au moyen de l'abandon d'un immeuble. Cette hypothèse nous met encore en présence d'une dot incluse.

En troisième lieu, il est possible que la dot ait été constituée par un tiers qui l'a promise en argent, mais qui vient à mourir avant de l'avoir versée. La fille dotée venant à la succession du constituant reçoit un immeuble en représentation de sa dot. Là encore il y a paraphernalité avec inclusion de la dot (2).

Enfin, qu'on suppose que le mari, ayant touché pendant le mariage la dot mobilière de la femme, lui remette après la séparation de biens un immeuble en paiement de la dot mobilière dont il lui est redevable, l'immeuble donné en paiement est paraphernal avec dotalité incluse.

(1) 27 février 1883, précité.

(2) Cassation, 27 février 1883 : Sirey, 84-1-185.

Dans tous ces cas, nous voyons des biens paraphernaux dans lesquels la dot est renfermée. Cette valeur dotale que contient le bien paraphernal doit être conservée et rendue. Elle communique au bien où elle est incorporée une inaliénabilité restreinte au montant de la dot mobilière. Dès lors ce bien va présenter un caractère particulier et hybride, intermédiaire entre les biens dotaux et les biens paraphernaux.

Les conséquences de cette situation sont les suivantes :

En ce qui concerne le mari, l'inclusion de la dot lui permet *de réclamer à la femme* LA JOUISSANCE DES REVENUS *du paraphernal jusqu'à concurrence de la valeur de la dot* renfermée. Ainsi que le remarque M. Planiol (1), quand la dot est représentée par un paraphernal, elle ne se trouve pas là où elle devrait être ; le mari devrait l'avoir entre ses mains ; or, elle se trouve dans la fortune paraphernale de la femme. Il en résulte que, si l'on ne peut attribuer au mari la jouissance de ce bien paraphernal, il faut au moins que la femme lui fournisse l'équivalent de cette jouissance.

En ce qui concerne la femme, le bien acquis au moyen de valeurs dotales est paraphernal, par suite aliénable, mais à la condition que cette femme retrouvera la valeur dotale que les biens contenaient. En conséquence, si l'aliénation par la femme a eu lieu à titre

(1) Tome III, n° 1677.

gratuit, le donataire devra lui procurer la valeur dotale contenue par le paraphernal, et l'épouse sera autorisée à recourir contre le donataire jusqu'à concurrence du montant de sa dot, sinon celle-ci serait perdue (1). Les immeubles donnés étaient grevés de la créance dotale entre les mains de la femme, comme ils auraient été grevés de l'hypothèque légale entre les mains du mari si l'acquisition avait été faite par ce dernier; donc la femme ne peut s'en dépouiller ou en être dessaisie que sous la réserve de cette affectation. Si la femme aliène, à titre onéreux, le bien paraphernal contenant la dot, le prix formant la contre-partie du bien aliéné devra se retrouver dans son patrimoine jusqu'à concurrence de la dot. Libre de vendre son immeuble, l'épouse doit obtenir un prix au moins égal à la valeur dotale incluse. Seulement, pour expliquer ce résultat, deux conceptions se sont produites. — Dans un premier système, on a soutenu que la femme ne peut aliéner son paraphernal que sous réserve de la valeur dotale incluse; donc l'acquéreur se trouve débiteur envers elle d'un prix égal au montant de la dot renfermée dans le paraphernal; il en résulte que, si l'aliénation a eu lieu à titre gratuit ou pour un prix inférieur, la femme aura le droit de poursuivre le tiers acquéreur en paiement de la dot incluse ou en versement de l'excédent (2).

(1) Cassation, 12 avril 1870 : Sirey, 1870-1-185.

(2) Cassation, 27 février 1883 : Sirey, 1884-1-185.

D'après un second système, le paraphernal contenant la dot n'est aliénable que sous la condition que la dot incluse se retrouvera dans la dot de l'épouse. Par suite, si la valeur de la dot renfermée n'est pas versée à la femme, celle-ci n'aura pas une action contre le tiers pour le surplus, mais il y aura résolution de l'aliénation, la condition de l'aliénation de l'immeuble n'ayant pas été remplie (1).

La théorie de la dot incluse développe ses conséquences non seulement en cas d'aliénation directe et volontaire, mais aussi en cas DE SAISIE. Sans doute le paraphernal qui renferme la dot demeure le gage des créanciers de la femme. Les créanciers peuvent valablement le saisir (2). Mais il convient de sauvegarder les intérêts de l'épouse par des mesures spéciales. La femme doit retrouver sa dot. C'est pourquoi la saisie du paraphernal ne pourra être effectuée que sous réserve de la valeur de la dot incluse. L'épouse pourra donc prélever, sur le montant de la vente de l'immeuble saisi, la somme représentant la dot incluse dans le paraphernal. Qu'est-ce à dire, sinon que, dans la réalité pratique, les créanciers de la femme ne saisiront le bien en question que s'il présente une valeur notablement supérieure à celle de la dot incluse.

Quel est le caractère du prélèvement ainsi opéré par

(1) Agen, 13 août 1891 : Dalloz, 92-2-569.

(2) Cassation, 21 novembre 1871 : Sirey, 1871-1-115.

la femme ? Une première opinion assimile le droit de la femme à l'exercice d'un privilège. Elle est, dit-on, créancier privilégié de sa dot, et c'est à ce titre qu'elle prélève, avant les créanciers saisissants, la valeur de sa reprise dotale dans le montant du prix du bien saisi. Le droit de préférence dont elle bénéficie est opposable à ses propres créanciers (1). A la vérité, cette manière de voir n'est pas exempte d'une singularité un peu forte. Si la femme agit en l'espèce à titre de créancière privilégiée, elle possède cette qualité sur un immeuble à elle, elle est en quelque sorte sa propre créancière. Aussi vaut-il mieux, avec un autre système, repousser l'idée de privilège et considérer que la femme agit en distraction de ses reprises dotales et se trouve dans la même situation qu'un propriétaire demandant à distraire d'une saisie pratiquée sur le nom d'autrui des biens qui lui appartiennent en réalité (2).

Sans se rallier expressément à l'une ou à l'autre de ces conceptions, la jurisprudence a multiplié les précautions pour permettre à la femme de recouvrer sa dot. Il faut que la saisie de l'immeuble dotal soit suivie d'une adjudication moyennant un prix assez élevé pour procurer à l'époux ses deniers dotaux. Certaines Cours ont exigé rigoureusement que le saisissant prenne

(1) En ce sens : Regnault : *Étude sur la représentation des valeurs dotales par des paraphernaux*. Thèse, Paris, 1894, p. 111 ; — Cassation, 27 février 1883 : Sirey, 1-1-185.

(2) Planiol, tome III, n° 1679.

l'engagement d'enchérir jusqu'à ce que le prix d'adjudication suffise à assurer à la femme le recouvrement de sa dot (1). D'autres arrêts ont été encore plus loin en exigeant ou bien que l'engagement d'enchérir pris par le saisissant soit garanti par une caution (2), ou bien même que le poursuivant consigne avant l'adjudication une somme égale au montant de la valeur dotale incluse (3).

Cette jurisprudence avait été vivement critiquée. N'aboutissait-elle pas, en effet, à une quasi-insaisissabilité? Ne poussait-elle pas au-delà des limites nécessaires le souci de la conservation de la fortune dotale? Les mesures que nous venons d'indiquer furent condamnées par un arrêt de la Cour de Cassation du 22 février 1905 : « Attendu, dit-il, qu'à défaut de stipulation d'emploi dans le contrat de mariage, l'immeuble donné à la femme en paiement de sa dot constituée en argent est un bien paraphernal et par suite saisissable, qu'à la vérité cet immeuble représentant la dot mobilière inaliénable en principe et en formant le gage, la femme peut, en cas de saisie, exercer sur le prix d'adjudication par préférence à ses créanciers, un prélèvement jusqu'à concurrence du montant de sa dot, mais que ce droit ne saurait l'autoriser à exiger du poursuivant

(1) Grenoble, 1^{er} juillet 1846 : D., 47-4-419; — Agen, 13 août 1891 : D., 92-2-569.

(2) Grenoble, 4 mars 1868 : Sirey, 1868-2-207.

(3) Bordeaux, 14 mai 1857 : Sirey, 57-2-547.

l'engagement de garantir le recouvrement de la dite dot et de faire porter le prix d'adjudication à une somme suffisante pour en assurer le remboursement intégral ; qu'aucun texte de loi n'impose, en effet, au saisissant une semblable obligation qui serait de nature à paralyser l'exercice de son droit (1). »

Comme on le voit, la Cour suprême accueille ici la conception de la femme revendiquant par voie de privilège le montant de sa dot incluse. Elle déclare qu'elle a le droit de prélever sur le prix d'adjudication, par préférence aux créanciers, une somme égale à la valeur dotale incluse, mais elle lui refuse toute autre garantie. Il convient de ne pas gêner la détermination libre et régulière de la valeur du bien par la voie des enchères. Ainsi l'on fait une heureuse conciliation des intérêts de la famille, d'une part, de ceux des tiers d'autre part.

D'ailleurs la jurisprudence, se préoccupant des intérêts des tiers dont le crédit de la femme se trouve solidaire, a édicté des règles précises en vue d'entourer d'une certaine publicité la dot renfermée. Elle a décidé que la femme dotale ne saurait se prévaloir de l'inaliénabilité de la dot incluse vis-à-vis des tiers que si, lors de la convention conclue avec elle, il a été possible à ceux-ci de connaître l'inclusion de la dot (2). La dot

(1) Cassation, 22 février 1905 : Sirey, 1905-I-241, et la note de M. Guillouard.

(2) Cassation, 3 juin 1891 : Dalloz, 1892-I-13; — Cassation, 28 novembre 1895 : Dalloz, 1896-I-313.

n'est protégée, en raison de son inclusion dans les paraphernaux, que si les tiers ont pu se renseigner exactement sur la situation juridique de l'immeuble qui leur était offert en gage, ils doivent subir les conséquences de leur imprudence, s'ils ont traité au mépris de l'inaliénabilité dotale persistant dans le bien paraphernal. L'épouse invoque une faculté légitime en se prévalant de la dotalité renfermée, mais elle excède son droit si la situation privilégiée qu'elle invoque ne résulte pas nettement d'un acte exprimant que le bien n'est entré dans son patrimoine que moyennant l'aliénation des deniers dotaux. Si cette exigence relative à la publicité n'avait pas été admise par la jurisprudence, les tiers auraient constamment à souffrir de la dotalité, qui ne leur aurait point été révélée par la femme traitant avec eux.

La solution de la jurisprudence est en pleine harmonie sur ce point avec la loi de 1850 qui n'a rendu la dotalité opposable aux tiers que moyennant la publicité du contrat de mariage. Ainsi grâce à la publicité, dont nous venons de parler, les arrêts ont, dans une certaine mesure, restreint les dangers de la théorie de la dot incluse. Ils les ont aussi restreint à un autre point de vue qui rentre directement dans notre sujet.

Les revenus d'un immeuble paraphernal contenant une dot incluse sont-ils saisissables ?

Si nous nous *plaçons au point de vue de la jurisprudence*, il faut dire qu'il serait logique que l'indisponibilité des valeurs comprises dans l'immeuble se mesu-

rait à l'indisponibilité des immeubles dotaux eux-mêmes. La femme, en effet, ne peut être exposée à perdre une valeur, qu'elle n'aurait pas perdue si l'immeuble avait été inaliénable. Or, qu'a décidé la jurisprudence en ce qui concerne les immeubles dotaux ? Entre les mains du mari, a-t-elle déclaré, ces revenus ne peuvent être saisis que dans la mesure où ils ne sont pas nécessaires aux besoins du ménage (1). Entre les mains de la femme, les créanciers antérieurs à la séparation n'ont aucun droit de saisie, mais les créanciers postérieurs à la séparation peuvent saisir la portion des revenus dotaux qui excède les besoins du ménage. Si l'on néglige les cas exceptionnels, pour s'en tenir à l'idée essentielle des arrêts, on arrive à la saisissabilité restreinte des revenus, laquelle est déterminée par l'excédent de ces revenus sur les besoins de la famille.

C'est la même idée qui, rationnellement, devait être appliquée aux revenus des immeubles paraphernaux renfermant une dot incluse. Ces revenus devraient être, dans la conception jurisprudentielle, insaisissables dans la limite où ils sont affectés à l'entretien du ménage.

Mais ici nous assistons à une nouvelle contradiction de la jurisprudence. Un arrêt de la Cour de Grenoble du

(1) Notamment : Cassation, 14 août 1883 : D., 84-1-334. Nous avons antérieurement cité cet arrêt.

21^e décembre 1908, se trouvant en présence d'un immeuble paraphernal, qui contenait une dot renfermée, a décidé que l'indisponibilité d'un immeuble de cette nature ne saurait s'étendre aux revenus de l'immeuble. En conséquence il admet les créanciers de la femme à faire saisie-arrêt, entre les mains du locataire de l'immeuble dont il s'agit, des loyers dus à la femme (1). L'arrêt considère que l'indisponibilité d'un immeuble paraphernal qui contient une dot incluse, ayant sa cause exclusive dans l'intangibilité du capital de la dot mobilière au regard de la femme, doit être restreinte dans les limites strictement nécessaires à l'accomplissement de ce but ; *la Cour en conclut que l'insaisissabilité ne doit pas être étendue aux revenus d'un tel immeuble.*

Une semblable solution nous paraît peu harmonieuse dans le système général de la jurisprudence. En créant la théorie de la dot incluse, celle-ci a voulu sauvegarder la valeur comprise dans l'immeuble lui-même ; elle a donc permis aux créanciers de saisir l'immeuble, à la condition que la dot soit conservée à la famille. En d'autres termes, l'immeuble lui-même n'est pas dotal et insaisissable, mais la femme doit conserver en valeur tout ce que l'insaisissabilité lui aurait permis de conserver en nature. Partant de là, il faudrait, nous le répétons, mesurer l'insaisissabilité des valeurs dotales comprises dans l'immeuble à l'indisponibilité des

(1) *Gazette du Palais*, 1909, 1-68.

immeubles dotaux eux-mêmes. Or, puisque la jurisprudence admet en thèse générale l'insaisissabilité restreinte des revenus des immeubles dotaux, elle aurait dû logiquement admettre une semblable insaisissabilité relativement aux immeubles paraphernaux renfermant des valeurs dotales. — La distinction entre les immeubles paraphernaux contenant une dot incluse et les immeubles dotaux, au point de vue de la saisie, distinction que nous venons d'apercevoir dans l'arrêt précité de la Cour de Grenoble, apparaît donc comme contraire à l'esprit de la jurisprudence.

La vérité est que les arrêts ont voulu limiter les conséquences d'une théorie imaginée en vue de la protection de la femme. Tout en augmentant l'efficacité du régime dotal au point de vue des intérêts de la femme et de la famille, grâce à la conception de la dotalité renfermée, ils ont pensé à sauvegarder les droits des tiers. Or, cette sauvegarde a été assurée de deux manières : d'une part, en se préoccupant de la publicité de telle manière que les tiers puissent suivre la dot à travers ses transformations successives ; d'autre part, en laissant aux créanciers le droit de saisir la totalité des revenus de l'immeuble paraphernal contenant une dot incluse.

CONCLUSION

Quel jugement d'ensemble convient-il de porter sur les solutions admises par les tribunaux relativement à la condition des revenus dotaux?

L'idée générale de la jurisprudence est que la dot tout entière, *c'est-à-dire les revenus aussi bien que le capital, constitue un patrimoine affecté aux besoins de la famille*. Partant de ce principe, elle déclare les revenus insaisissables dans la mesure où ils sont nécessaires aux besoins du ménage. Toutefois, elle n'applique exactement cette règle qu'aux créanciers du mari et aux créanciers de la femme postérieurs à la séparation. Quant aux créanciers antérieurs à la séparation et à ceux qui agissent après la dissolution du mariage, elle les prive de toute action; pour ces deux catégories, les revenus sont complètement insaisissables. Il y a dans cette discordance des solutions les éléments d'un premier grief à faire à la jurisprudence. Sans doute, nous

l'avons vu, ces solutions diverses trouvent une certaine explication et se ramènent à l'unité logique par la considération même de l'idée d'affectation familiale des revenus.

Mais cette idée impose-t-elle, dans une mesure quelconque, l'insaisissabilité des revenus dotaux ? Nous ne le croyons pas. La notion d'un patrimoine affecté n'est autre que celle de la conservation d'une masse de biens en vue d'un but déterminé. Dans notre domaine, un groupe de biens, — les biens dotaux, — sont mis en réserve en vue de subvenir aux besoins de la famille. dans le présent et dans l'avenir. — Affectation est synonyme de conservation dans un but déterminé. Or, il nous paraît qu'on ne peut logiquement parler de conservation que pour un capital, c'est-à-dire pour une masse de biens déjà formée. *Dire que les revenus doivent être, eux aussi, affectés à l'entretien de la famille, c'est EXAGÉRER LE SENS DU MOT AFFECTATION.* A coup sûr, les tribunaux n'ont pas prétendu obliger l'un ou l'autre des époux à la capitalisation de ces revenus, puisqu'ils en ont en principe admis la saisie dans la limite où ils excèdent les besoins de la famille. *Cependant il semble bien qu'on aboutisse parfois à cette capitalisation ;* c'est ce qui peut se produire lorsque, d'après le système jurisprudentiel, les revenus dotaux sont complètement insaisissables, c'est-à-dire lorsque les créanciers de la femme antérieurs à la séparation prétendent exercer leur action sur ces revenus. Dans ce dernier cas, *il arri-*

vera de deux choses l'une : ou bien les revenus seront capitalisés ; ou bien, n'étant pas saisissables même pour l'excédent dont il s'agit, ils serviront à procurer du superflu à la famille, tandis que certains créanciers ne seront pas payés. La théorie de l'insaisissabilité des revenus, que nous nous sommes attaché à combattre, apparaît donc à la fois comme un abus de la notion d'affectation familiale de la dot, et comme un moyen involontaire, mais certain, de permettre à un débiteur de ne pas s'acquitter de ses dettes.

La jurisprudence a été mieux inspirée, lorsqu'elle a laissé aux créanciers la faculté de saisir les revenus des biens paraphernaux contenant une dot incluse. Quelque critiquable qu'elle puisse être au point de vue doctrinal, la conception de la dot renfermée pourvoit à des intérêts pratiques réels, car elle aboutit à assurer la protection des ressources du ménage, à garantir contre la mauvaise fortune. La dot incluse, persistant en valeur dans les transformations du bien, est, elle aussi, un aspect de l'idée d'affectation familiale de la dot. On pourrait, en modifiant encore une fois le sens primitif de la maxime romaine, dire, pour justifier la théorie de la dot renfermée : *Dotis causa perpetua est.*

Le but de la dot se perpétuant, il faut que l'intangibilité de cette dot se perpétue également. Mais, en cette matière, la jurisprudence n'a pas poussé jusqu'à l'extrême la recherche de la conservation de la dot. Elle a si bien compris les inconvénients d'une exagération en ce sens,

qu'elle n'autorise pas la femme à se prévaloir du caractère mixte de son bien, quand l'origine de propriété ne contient aucune mention de nature à révéler aux tiers le danger qu'ils courent. De même, les tribunaux ont voulu sauvegarder les créanciers en leur laissant le droit de saisir la totalité des revenus de l'immeuble paraphernal renfermant une dot incluse.

Lorsqu'il s'est agi des revenus des biens purement dotaux, la jurisprudence, nous l'avons vu, s'est beaucoup moins inquiétée des intérêts des créanciers. Il est permis de le regretter non seulement pour les créanciers, mais pour les époux eux-mêmes qui peuvent se trouver atteints dans leur crédit par suite de semblables solutions. Ce n'est pas vraiment protéger la famille que de la soustraire à l'action des créanciers sur des revenus que ceux-ci n'ont probablement pas considérés, en toute équité, comme devant leur échapper.

Ajoutons que le système relatif à l'insaisissabilité des revenus, tel que nous l'avons exposé et qu'il ressort des décisions judiciaires, se trouve aujourd'hui très souvent modifié par une combinaison entre le régime dotal et le régime de la communauté. Le Code civil (article 1581) a fait de la communauté d'acquêts une véritable communauté. Sans doute, les biens de la femme conservent le caractère qu'ils auraient si la société d'acquêts n'existait pas; les uns sont dotaux, les autres sont paraphernaux, et chacune de ces catégories

de biens continue à suivre les règles qui lui sont propres. Mais la question de la condition de revenus dotaux se trouve tranchée au mieux des intérêts de tous, ainsi que va le montrer un bref rappel des règles qui gouvernent la communauté d'acquêts.

Celle-ci comprend les revenus produits par les propres du mari et par les biens dotaux de la femme. On s'est demandé si elle comprend aussi les revenus des paraphernaux. Il est certain que le contrat de mariage pourrait contenir valablement une stipulation en ce sens. Dès lors la question se réduit à une simple appréciation de fait. Quoi qu'il en soit, la communauté s'enrichit de toute la portion des revenus des biens propres de chaque époux.

Soumise à l'administration du mari, la communauté d'acquêts est exposée à la poursuite des ses créanciers qui acquièrent action sur les biens communs conformément aux principes ordinaires. Le mari, étant chargé de pourvoir aux dépenses du ménage à l'aide des biens dotaux, les créanciers de la communauté peuvent poursuivre leur action sur les revenus de ces derniers.

Mais voici en quoi la question de la saisissabilité des revenus des biens dotaux peut se trouver supprimée. La société d'acquêts mitige le régime dotal en constituant un patrimoine commun entre les époux à l'aide des fruits produits par leurs propres. C'est donc un correctif au principe d'après lequel le mari perçoit à

son profit personnel, moyenant l'acquittement des frais du ménage, les revenus du patrimoine de la femme et ceux de son propre patrimoine. Les fruits et revenus des biens propres servent aux besoins du ménage. Quant à l'excédent, il peut être employé à l'achat de biens, qui, eux-mêmes, deviendront communs. Par conséquent, les économies (qui auraient pu être faites sur les revenus) seront partagées par moitié lors de la séparation de biens ou de la dissolution du mariage. L'entrée en communauté des revenus dotaux fait donc, dans une certaine mesure, *supprimer la question de savoir si ces revenus sont saisissables ou non*, soit entre les mains du mari, soit entre les mains de la femme.

Vu par le *Président de la thèse*,
B. PIÉDELIÈVRE.

Vu : *Le Doyen*,
F. LARNAUDE.

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris :
L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	5
CHAPITRE I. — Le principe de l'insaisissabilité dotale....	21
<i>Section I.</i> — Fondement de l'insaisissabilité.....	21
<i>Section II.</i> — Créanciers auxquels l'insaisissabilité est apposable.....	31
CHAPITRE II. — Condition des revenus dotaux au point de vue des créanciers du mari	49
CHAPITRE III. — Condition des revenus dotaux au point de vue des créanciers de la femme.....	71
Créanciers antérieurs à la séparation.....	72
Créanciers postérieurs à la séparation....	79
Créanciers agissant après la dissolution du mariage.....	81
Critique de la jurisprudence.....	82
CHAPITRE IV. — Condition des revenus d'un immeuble paraphernal contenant une dot incluse....	89
CONCLUSION	103

TOURS. — IMPRIMERIE CH. BURÉ ET CIE.
